

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRE COLOMER
123, rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS	
FRANCE	ETRANGER
Un an..... 80 fr.	Trois mois. 28 fr.
Six mois.. 40 fr.	Six mois.. 56 fr.
Trois mois. 20 fr.	Un an.... 112 fr.
Chèque postal Lente 658-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

AUTOUR DE LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Les banquiers abattent leur jeu

Ouverte sous les auspices d'un optimisme de commande, la Conférence de Londres n'a pas tardé à prendre sa véritable physionomie.

Nous avons la preuve, aujourd'hui, que l'entrevue des Chequers pas plus que la visite « inopinée » de Mac Donald à Herriot n'avaient aplani les divergences qui font s'opposer fondamentalement les plans français et anglais.

Aussi, en dépit de toutes les assurances données, de tous les soi-disant accords établis, la formule d'entente restait et reste encore à trouver.

La journée d'hier ne semble pas avoir été bien favorable à la Conférence. Jamais, peut-on dire, les antagonismes ne s'affirmèrent plus profonds, ne furent plus violemment exprimés. Ce ne sont d'ailleurs plus les gouvernements qui discutent, ce sont les financiers. Les accords directs conclus par Stinnes et Lubersac, l'influence prépondérante de Stinnes dans le conflit de la Ruhr nous avaient montré le rôle que prétendaient jouer les financiers tous-puissants dictant leurs volontés aux gouvernements. La Conférence de Londres nous apporte la preuve que, désormais, renouant à se servir du truchement diplomatique et gouvernemental, les financiers entendent faire leurs affaires eux-mêmes sans se préoccuper de ce que peuvent penser ou vouloir leurs gouvernements.

Y a-t-il lieu de se plaindre de cette innovation ? Je ne le pense pas. De cette façon, les peuples connaîtront leurs véritables maîtres ; ils sauront, dorénavant, à qui s'adresser pour les règlements de comptes qui finiront bien par s'imposer un jour. Et puis, cette constatation leur donnera une idée plus exacte de la patrie et des sacrifices qu'est en droit de réclamer cette idole.

A Londres, deux forces sont en présence : la finance anglo-germano-américaine, qui a réussi à étendre sa domination sur l'industrie de ces trois pays, dont elle contrôle la presque totalité, et le Comité des Forges et des Houillères de France, qui, jusqu'à ce jour, a pu échapper à l'emprise de la finance internationale ! C'est la lutte à mort du capital-roi contre le capital-matière. Dès maintenant, l'issue de cette bataille gigantesque n'est pas douteuse.

L'or triomphera de l'industrie. Celle-ci deviendra fatalement partie intégrante de celui-là. Le Comité des Forges cherche à reculer autant qu'il le peut cette capitulation qu'il sait définitive. De là, son opposition à l'évacuation de la Ruhr qui rendrait au capitalisme bancaire, par le truchement de l'industrie lourde allemande, toute sa force, toute sa vitalité. La Ruhr évacuée, c'est pour les fonderies de l'Est qui disposent actuellement de la presque totalité du fer lorrain et du coke allemand, l'impossibilité d'écouler leur production sur les marchés anglais et américains. La reconstitution de l'unité économique du Reich, c'est la fermeture à brève échéance de cinquante hauts fourneaux appartenant au Comité des Forges ; c'est la concurrence impossible à soutenir sur tous les marchés du globe inondés par les produits de l'industrie allemande.

Aussi, conçoit-on que le Comité des Forges tienne essentiellement à l'existence de la Commission des Réparations, cet organisme qui peut, sur un simple désir, enregistrer, constater et décréter le manquement de l'Allemagne qui autorise la sanction immédiate, l'envahissement, l'occupation.

On conçoit non moins aisément que pour assurer, nous dit-on, des garanties aux prêteurs anglais et surtout américains, les financiers, armés du plan Dawes, tiennent non moins formellement à se débarrasser de cette Commission des Réparations actuellement dans les mains de son rival : le Comité des Forges et des Houillères de France.

En réalité, les deux antagonistes se disputent la suprématie économique, et l'un et l'autre savent fort bien qu'elle appartiendra à celui qui sera maître des richesses de la Ruhr, voire même de l'Allemagne.

Le plan défendu par Snowden, qui n'est autre que celui des financiers américains, n'est pas inspiré par la Trésorerie britannique. Mac Donald a dû l'avouer à Herriot « pour éclairer sa religion ». Cela veut dire que les banquiers de Wall Street commandent à Berlin comme à Londres et qu'ils entendent

également le faire, en maîtres, à Paris. L'associé de Pierpont Morgan, le « sauveur » du franc, M. Lamont, l'a fort explicitement déclaré à M. Clémentel, dont l'étonnement peut paraître surprenant à plus d'un titre.

Et les choses en sont là. Herriot, flanqué de Clémentel, défend avec acharnement l'existence de la Commission des Réparations, tandis que Mac Donald et Kellogg font tous leurs efforts pour faire disparaître cet organisme institué par le traité de Versailles.

Le conflit est total. J'entends bien que M. Titulescu, ambassadeur de Roumanie, a offert ses bons offices pour trouver la miraculeuse formule « transactionnelle » qui sauverait la situation. Mais y parviendra-t-il ? En ce cas que vaudra cette formule ? Les oppositions ne renatront-elles pas aussi fortes, aussi tenaces dans les commissions ?

Si, par un hasard imprévu, la Conférence aboutissait, les solutions qui en sortiraient ne seraient pas viables. Ce ne serait qu'un compromis de plus qui donnerait naissance à brève échéance à de nouvelles batailles.

Qu'on ne s'y trompe pas, nous entrons dans la période des grands conflits mondiaux et celui dont les prémisses se joignent à Londres constitue le plus grave péril que le monde ait jamais connu. Le succès du plan Dawes, de la thèse anglo-américaine, c'est la colonisation de l'Allemagne, puis de la France et de l'Europe. C'est l'asservissement de tous les peuples de l'ancien Continent. Le maintien de la Commission des Réparations, c'est la guerre à brève échéance. Telles sont les deux branches du dilemme. Ni la Société des Nations, condamnée avec sévérité et par Hughes et par Mac Donald, ni la proposition transactionnelle de Titulescu ne sont susceptibles de modifier les données du problème, de concilier des intérêts inconciliables.

Seuls les peuples intéressés, s'ils le veulent, s'ils soupçonnent la gravité du péril qui les guette, peuvent intervenir efficacement. Sont-ils en état de prendre position dans ce formidable conflit, de s'opposer aux visées de leurs « négriers » ? Toute la question est là. Le salut n'est pas, ne peut pas être ailleurs. Il n'y a pas de choix à faire entre l'asservissement par la paix ou l'asservissement par la guerre, entre le plan Dawes et la Commission des Réparations. L'intérêt des peuples est ailleurs, quoi qu'en pensent nos camarades réformistes. Puissent-ils, eux aussi, ne pas confondre plus longtemps les intérêts ouvriers avec ceux du capitalisme international et revenir à la saine compréhension de l'intérêt prolétarien.

Le salut de la classe ouvrière l'exige. Ceux qui ignoreraient plus longtemps se prépareraient de cruelles déceptions. Ils inaient au devant de lourdes responsabilités.

S'il fut toujours nécessaire de reconstituer l'unité ouvrière, d'agir avec force et vigueur, jamais cette nécessité ne se fit plus fortement sentir qu'en ce moment. Va-t-on enfin le comprendre ?

Pierre BESNARD.

Une semaine internationale contre la guerre

DU 27 JUILLET AU 3 AOUT

La Ligue internationale des réfractaires à toutes guerres, adhérente au Bureau international antimilitariste, lance un appel à toutes les individualités, à tous les groupements d'avant-garde, quels qu'ils soient, qui, par-dessus toute politique, tout parti, veulent former un bloc compact contre l'ignoble boucherie vécue et montrer ainsi par le nombre de révoltés à toute turberie militaire, que toute guerre est désormais manifestement impossible.

C'est par la conduite de tous les hommes de cœur pendant cette grande semaine antimilitariste que l'avenir d'une vraie paix prendra jour, car n'oublions pas, n'oublions jamais, que c'est par la lâcheté des hommes que les mauvais bergers ont pu commettre l'odieuse crime de 1914.

Toutes les formations syndicales, les jeunesse syndicalistes, anarchistes ou autres, les groupements avancés, révolutionnaires, les associations d'anciens combattants, de victimes civiles ou militaires de la guerre, à tous, sans exception, nous vous lançons l'appel et vous demandons de vous mettre, dès maintenant, en rapport avec nous, afin de former un comité d'action pour l'organisation de la semaine qui doit être grandiose et prouver ainsi, à ceux qui nous gouvernent, qu'ils auront, dorénavant, à compter avec nous.

Adressez communications au camarade Theureau, 16, rue Charlemagne, Paris (4°).

Gaston Rolland est libéré

Nous éprouvons une grande joie de pouvoir annoncer que notre vaillant camarade Gaston Rolland vient de bénéficier d'une grâce amnistiant qui a été signée avant-hier soir par le ministre de la Justice. Aussi, à l'heure où nous écrivons ces quelques lignes, Rolland doit sûrement respirer au dehors des murs infects de la prison.

Réjoignons-nous et espérons que les autres qui restent dedans ne tarderont pas à sortir.

Des nouvelles de Law

Nous avons eu des nouvelles de notre ami Law qui fut, on se le rappelle, condamné à 15 ans de travaux forcés pour avoir, le 1er mai 1907, tiré, sans l'atteindre, sur un garde municipal qui chargeait sauvagement sur les manifestants sans armes.

Law, qui a fini son temps de bagne, mais doit rester relégué à la Guyane à perpétuité, est encore en vie — et nous ne devons avoir de cesse avant que notre courageux ami nous soit rendu.

Les vieux birbes du Sénat voteront-ils l'amnistie avant les vacances ?

Lors du compte rendu de la dernière séance du Sénat, notre collaborateur, le Sénateur Endurci, nous avait entretenu du Sénateur Endurci, nous avait entretenu du Luxembourg, suivant lequel les vieux macrobites n'avaient pas, mais pas du tout, l'idée de voter l'amnistie avant les vacances.

Or, d'après les informations que nous avons sur les intentions des sénateurs, rien n'est moins certain que le vote de cette mesure de justice attendue avec impatience par tous les hommes de cœur — et surtout par les malheureux qui souffrent depuis des années dans les geôles républicaines.

Les hôtes du palais Médicis aiment à goûter les charmes champêtres et la Commission sénatoriale de législation civile et criminelle ne s'est pas encore réunie.

Va-t-on prolonger inutilement le calvaire des emprisonnés ? C'est à craindre. A moins qu'une énergique pression populaire ne fasse sentir aux vieux bonzes de la rue de Vaugirard que le temps n'est plus à l'arbitraire et au bon plaisir — et qu'il faut libérer les victimes du capitalisme assésin.

.....
Nous sommes des contre-révolutionnaires,

Mais...

De 1914 à 1919, c'est Marcel Cachin qui vota les crédits de guerre.

.....
LE FAIT DU JOUR

Il rebave

Après l'acquiescement de Germaine Berton, le crapaud royal s'était aplati. Allait-il crever d'une bave rentrée ? Déjà les amateurs de monstruosité s'inquiétaient. Léon Daudet allait-il priver la littérature française du vingtième siècle de cet accent de calomnie putréfiante qui mettait au fronton des Lettres de ce pays comme l'éclaboussure d'un crachot ? La source de glorieuses émotions était-elle à jamais tarie ?

On aurait pu le croire, et M. Briand s'en désolait. — Lui qui avait un jour la nécessité nationale de créer le Léon Daudet, si, par miracle, il n'eût pas existé !

Or, voici qu'en Italie fasciste un crime retentissant illustre la scélératesse d'un Mussolini. Toute l'Europe, tout le monde pensants s'indignent... pour un moment. Puis — hélas ! — sur le cadavre de Matteotti, l'assassin en chef hypocritement triomphe. Mussolini pleure sa victime et se pare des lauriers trempés dans le sang.

Aussitôt, Léon Daudet renonce à ses digressions sur le Drame des Jardies, et le voici rebavant à tort et à travers à propos de la mort de son fils, notre pauvre petit camarade Philippe ; le voici remémorant les anciennes absurdités sur notre compte et essayant, comme pendant la guerre, pour l'affaire du Bonnet Rouge, de brouiller toutes les cartes afin de créer une atmosphère de répression, de condamnation, de fascisme français.

A la veille du procès de Bonomini, nous ne laisserons pas le Crachoir Public fonctionner tout à son aise. Puisqu'il reprend de la bave, Léon Daudet nous retrouvera tout prêts à lui renfoncer dans la gueule ses coutumières calomnies. Ce que nous ne faisons pas pour nous-mêmes, nous le devons bien au brave petit copain qui a vengé tous les obscurs Matteotti du prolétariat italien.

Alea jacta est...

Nous demandions il y a deux jours, aux gens de l'Humanité, de répondre à notre thèse autrement que par des insultes. Nous pensions, en effet, qu'il y avait encore dans le royaume de l'orthodoxie des hommes, des intelligences qui pouvaient s'élever au-dessus des haines, des vilénies et des passions mesquines, tous produits qui caractérisent bien l'agence commerciale politique qui tient enseigne au 142 de la rue Montmartre.

Hélas ! il nous faut déchanter une bonne fois pour toutes et ramener les habitants de cette tanière à leurs justes proportions : ce sont des aigrefins, des marchands de l'idée révolutionnaire.

Ils ne sont pas autre chose ; et leur attitude de chaque jour montre éloquemment que sous l'étiquette communiste de leur marchandise, se cache la pire des réactions, car la réaction a cent faces, tout comme la politique, car la réaction, lorsqu'elle est traquée et aux abois, s'abrite pour ne point périr sous les étendards de la révolution.

O morts ! nos grands morts qui êtes tombés pour arracher le masque d'imposture des maîtres et des tyrans, esclaves géants et peuples opprimés qui depuis Spartacus, en passant par les Jacques du moyen âge et Babeuf, donnait sa tête pour briser le joug d'airain des siècles de servitude et d'infamie, jusqu'à ceux qui se sont sacrifiés par milliers, par centaines de milliers, pour que la lumière éclaire enfin la nuit affreuse dans laquelle s'engloutit notre monde. O morts ! qui fûtes couchés un soir par le plomb des batailles et le fer des rouges révoltes pour que le Bien succède au Mal, pour que les chaînes qui emprisonnent la vie et meurtrissent les chairs des enfants des hommes, disparaissent à jamais de la Terre crucifiée et maudite, puissiez-vous sortir de vos tombes pour chasser ceux qui mercantilisent aujourd'hui votre héroïsme ! Puissiez-vous, en ces jours de tristesse et d'ignominie, revenir parmi nous pour flageller les Phariséens qui se sont installés, triomphants et cyniques, dans le Temple de la Révolution !

Dans notre dernier article, nous disions que les chefs du mouvement communiste, s'ils se dérobaient à la bataille idéologique que nous leur offrons, s'ils n'opposaient à notre philosophie de l'histoire révolutionnaire que leurs calomnies et leurs insanités habituelles, se révéleraient de pauvres hommes, des « autres gonflées de vent ».

Nous avions dit juste. L'article de Roger Rieu — que je n'ai pas l'honneur de connaître, et je n'y tiens pas non plus, car il me fait l'effet d'un pâle et triste individu — paru dans l'Humanité d'hier, prouve avec éclat toute la prodigieuse insuffisance et la totale nullité des prétendus théoriciens du communisme autoritaire.

On peut tourner et retourner cet article en tous les sens, on n'y trouve aucune trace, pas même l'ombre d'une idée. Cela est lamentable pour un parti qui émet la prétention de retourner les bases de la société et d'arracher les multitudes du Travail de l'enfer matérialiste de la civilisation occidentale. On y trouve quelque chose cependant en le lisant bien. Mais ce quelque chose ressemble étrangement aux divagations quotidiennes que l'Action Française reproduit sous la plume de Daudet. Les arguments sont les mêmes, à un tel point que l'on peut se demander avec juste raison si l'Humanité ne serait pas par hasard une succursale de la rue de Rome.

Il y aurait d'ailleurs rien d'improbable à ce sujet. Ne savons-nous pas que leur théorie de l'Etat se ressemble en tous points ? Les uns veulent un Etat dirigé par une aristocratie bourgeoise dont la mission serait de mettre un frein à l'anarchie de la production capitaliste pour sauver celle-ci

du désastre ; les autres veulent un Etat soumis à la volonté d'une aristocratie soi-disant prolétarienne — aristocratie qui, dans le fond, ne peut être que bourgeoise aussi — qui, à l'aide du pouvoir et de la violence armée, pense triompher du capitalisme et pousser enfin le prolétariat vers les rives éternellement fuyantes de l'Eden terrestre.

Nous le voyons, les moyens et les buts de ces deux écoles sont absolument identiques. C'est pourquoi l'une et l'autre usent de tous les procédés jésuitiques, calomnieux, mensongers et haineux pour déconsidérer leurs adversaires aux yeux de l'opinion. Pressentant que leurs théories sont échafaudées sur le sable, qu'elles ne peuvent résister aux coups dissolvants que leur porte une impitoyable critique, royalistes et communistes d'Etat, enchaînés par des appétits et des ambitions communs, bavent à l'unisson sur ceux qui, face à l'aveuglement et au fanatisme des troupeaux, défendent les droits imprescriptibles de la pensée libre.

Nous ne perdrons point notre temps à disséquer point par point les petites infamies dont nous gratifie ce pisse-copie qui a nom Rieu. Si les hasards de la vie militante nous le font retrouver un jour, nous saurons déshabiller cet arlequin comme nous en avons déjà déshabillé d'autres — et qui s'en souviennent, ceux-là. Il nous serait également facile de dire, nous aussi, qu'il nous suffirait de gratter la mince couche d'ocre rouge dont certains se sont barbouillés pour y découvrir le jaune d'hier. L'officier ou le jusqu'aboutiste de la guerre du Drouot, ou le mercanti et le bistror qui ont fait fortune dans le sang et la misère des pauvres.

Mais nous laissons ces arguments à ceux qui n'ont jamais eu d'idées ou bien qui les vendent au plus offrant.

Nous ne trempons pas, nous, notre plume dans le venin. La nôtre est peut-être brutale parfois ; mais c'est parce qu'elle saigne de toute l'infirmité souffrante et du désespoir fou qui enveloppent et broient nos cœurs, à cette heure tragique des destinées du prolétariat où la révolution est mise à l'encaen et prostituée par les requins de la société.

Quand nous voyons le journal de Jaurès assimiler les anarchistes aux pires bandits, nous ne pouvons que songer aux feuilles de la bourgeoisie et des gouvernements oppresseurs qui, dans des années encore pas très lointaines, alors que le terrorisme individuel les épouvantait, nous désignaient à l'opinion comme des êtres vils et assoiffés de pillages et de sang.

Réjoignons-nous donc de voir les faux révolutionnaires du moscovisme faire chorus aujourd'hui avec les organes réactionnaires du passé, et aussi ceux du présent, chaque fois que leur en est offerte l'occasion !

Et puisque Rieu sait si bien nous parler du banditisme anarchiste en Russie, pourrait-il également nous parler et nous dire quel terme il faut employer pour désigner certaines bandes communistes qui, en Europe, opèrent parfois à main armée dans des villages où les habitants n'ont sans doute jamais réclamé leur visite ?

Nous attendons la réponse à cette question. Mais nous sommes assurés qu'elle ne viendra jamais, car de même qu'il y a une morale bourgeoise, il y a aussi une morale orthodoxe, laquelle semble ressembler fureusement à l'autre.

.....
« Alea jacta est, le sort en est jeté... » La guerre implacable entre le Communisme et l'Anarchie est engagée », nous dit l'Humanité. C'est avec joie que nous acceptons ce défi, quoiqu'il nous serait plus agréable de dresser toutes nos forces contre une bourgeoisie qui, elle, se félicite de nos luttes fratricides. Mais nous n'avons pas le choix ; et il nous faut avant tout faire front contre tous nos ennemis, masqués ou démasqués. Les communistes démasquent leurs ba-

CEUX DE CHEZ NOUS, — LE FASCISME A SA PHASE GROTESQUE



Lutter contre Mussolini c'est lutter contre ceux-là !..

ries et veulent conduire la guerre des classes au sein même du prolétariat. Grand bien leur fasse !

Nous les avertissons donc que l'abîme entre nous est encore plus infranchissable que jamais, et puisqu'ils le veulent, c'est à partir de maintenant la guerre impitoyable, la guerre âpre et farouche, la guerre au couteau.

Trop longtemps, nous avons subi sans protester, sans même élever la voix, toutes les ordures et toutes les ignominies dont ils se sont plu à nous couvrir, trop longtemps nous avons accepté sans broncher les menaces et les canailleries dont ils nous chargent quotidiennement ; trop longtemps, nous sommes demeurés endormis sous le déferlement odieux de leurs haines et de leurs ambitions irrassasiées ; trop longtemps, nous avons supporté patiemment tout le poids de leurs campagnes hideusement démagogiques.

Nous en avons assez aujourd'hui, nous en avons assez de toute cette valetaille stépidité qui aboie sans cesse à nos chausses pour régner seule et impuissante sur les ruines du mouvement ouvrier français, tout comme si elle était soudoyée par le capitalisme international.

Où, l'heure est venue de porter le fer dans la plaie, de frapper au cœur cette organisation qui, au milieu de l'affreuse détresse où se débattait demain les prolétaires, recherchait à faire revivre les terribles de Caligula.

Nous n'avons plus un instant à perdre. Contre le torrent de boue et de haine dont veulent nous submerger les politiciens, les lous aux crocs avides de l'autre moscovite, doivent se dresser tous les hommes qui ont encore assez de fierté pour conserver leur propre indépendance et lutter au nom de la raison humaine.

Ne connaissant rien à la nouvelle philosophie de l'histoire, inutile aussi à s'inspirer et à profiter des enseignements du passé, Rieu esquive le véritable problème en disant qu'il ne veut point s'attarder à des dissertations.

Nous avons ici l'habitude de dire notre pensée, brutalement peut-être, mais au moins avec une suffisante clarté pour que nos adversaires ne puissent trouver aucune échappatoire. Or, refuser la discussion sur un terrain qui ne prête à aucune confusion, est une preuve manifeste de débilité et de faiblesse intellectuelles. Nous attendions — je l'avoue — autre chose des prophètes matérialistes qui se sont proposés de rénover le monde. Si cette rénovation ne dépasse pas leur niveau moral, l'humanité marquera un fameux recul et retournera peut-être dans les ténèbres de l'animalité.

Pour sortir de ce dilemme embarrassant, notre plume d'occasion pose cette question : *Au cas de défaite du prolétariat, qui prendrait le pouvoir en Russie ?*

La manœuvre, on le voit, est habile. Il nous suffirait de répondre à cette stupidité par une autre stupidité, par exemple : qui prendrait le pouvoir en France en cas de défaite de la bourgeoisie ? Mais nous laissons ces façons de polémique aux préparateurs chimiques du Grand Sôr.

Il nous importe peu, en effet, que la bourgeoisie ou le prolétariat soient au pouvoir. Dans un cas comme dans l'autre, la classe qui est au pouvoir doit manœuvrer pour s'y maintenir.

Si c'est la bourgeoisie, celle-ci doit défendre ses intérêts de classe privilégiée et agir en sorte que les masses sociales puissent satisfaire à leurs besoins d'existence ; sans quoi, les révoltes et les soubresauts de celles-ci rendraient fort instable la domination de l'élite dirigeante.

Si c'est le prolétariat, il doit tenir compte des autres catégories sociales, mener une politique de conciliation des intérêts, ne pas trop froisser les susceptibilités et les privilèges de certaines parties de la population.

Mais en agissant ainsi, il reconstruit ce qu'il avait cru détruire ; les classes s'affrontent à nouveau comme par le passé et le prolétariat, ou plutôt la fraction qui est censée le représenter, se trouve devant la nécessité de recréer une caste gouvernante, caste émanant des diverses classes qui composent un peuple.

C'est ce qui s'est produit en Russie. Par conséquent, tant qu'il y aura un pouvoir, un État, sa volonté sera toujours dominée par les facteurs psychologiques et économiques. En ne tenant pas compte de cela, cet État sera remplacé par un autre étiqueté différemment, mais absolument semblable, qui saura s'appuyer sur les réalités vivantes et éternelles qui sont comme les fondements de l'inégalité et du malheur universels.

Le problème n'est donc pas de savoir qui s'emparera de la direction de l'État, mais bien de savoir quelle classe sera suffisamment forte économiquement et techniquement pour briser son armature oppressive.

Puissent les rhéteurs du communisme d'État méditer ces élémentaires vérités et cesser leurs aboiements à l'égard de ceux qui ne peuvent admettre les vertus des élites dominantes de toutes classes !

J. BAILLOT.

Autobus contre tramway

Un grave accident a eu lieu hier, vers 19 h. 30, à l'angle des rues Réaumur et des Petits-Carreaux. Un autobus de la ligne J, conduit par M. Charles Causse, que les travaux en cours rue Montmartre obligent à passer rue des Petits-Carreaux, a été tamponné alors qu'il débouchait dans la rue Réaumur par un tramway de la ligne 95 a se dirigeant sur Pavillons-sous-Bois.

L'autobus a été enfoncé et vingt voyageurs ont été blessés, assez légèrement en général, sauf M. Clodomir Odoni, demeurant 115, rue Saint-Maur, qui a été transporté à la Charité. Son état inspire les plus vives inquiétudes.

Une enquête est ouverte pour établir les responsabilités de l'accident.

Dante n'avait rien vu

BIRIBI

par
Albert LONDRES

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e). Prix : 7 fr. 50 franco ; recommandé : 8 fr. 35. Chèque postal M. Jovot 520-42.

LA CELLULE COMMUNISTE

Un jouet original

Désespérant de faire comprendre le fonctionnement d'une cellule communiste dans une usine métallurgique, le Comité Directeur a délaissé les plans et la théorie et est entré résolument dans la démonstration vivante et pratique.

Un Comité d'action s'est constitué entre la C. G. T. U. et le P. C. pour la fabrication d'un nouveau jouet avec garantie du gouvernement russe.

Grâce aux bonnes relations du citoyen André Eerthon, ouvrier tourneur de conclusions au Palais de Thémis, la maison Blériot a reçu une forte commande du P. C. sur caution de ce qui reste à la caisse confédérale.

Le nouveau jouet, qui sera exposé au prochain concours Lépine, est fort original. Il est d'un métal aussi inaltérable que les convictions de Berrard-Barres, et, suivant le goût du client, il peut être badigeonné de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, depuis le « yellow » jusqu'au « red ».

Il représente, en réduction, une petite usine Poutilov, surmontée de la faucille et du marteau. Par une disposition ingénieuse, l'usine est escamotée et on ne voit qu'une espèce de bague en trois compartiments : la cellule, la fraction et le comité. Dans chacun de ces alvéoles, des personnages minuscules font semblant de travailler. Dans la « cellule » on voit le Petit Poussel, déguisé en fondeur, le derrière sur un « Creuset » éteint, en train de transformer des kopeks-or en mensualités de fonctionnaires. Dans la « fraction », le citoyen Couergou, grimpé en mécanicien-découpeur, fractionne des bandes métalliques pour les casernes de gendarmerie de la Seine. Enfin, dans la « comité », le compagnon Werth commande une fraise colossale comme on n'en a jamais vu dans les ateliers.

Grâce à un mécanisme spécial, les cloisons se lèvent et les trois figurants se trouvent réunis comme un seul homme. Une sirène se fait entendre, une pancarte apparaît magiquement avec ces mots : *Six francs, dix-huit cents francs*. Des Beni-Oui-Oui, gros et nerveux comme des puces, envahissent la pièce unique et disent en chœur : *Amen*. Aussitôt, un « mot d'ordre » est lancé par les ondes lozovskiennes, et les comptables de l'usine marquent 6 fr. et 1.800 fr. de plus sur les feuilles de paie. La quinzaine arrive, chacun touche son compte comme auparavant. Seuls, les permanents ont été augmentés.

Néanmoins, tout le monde est content et à peu près. S'il y a des grinchoux, on les traite de divisionnistes qui font le jeu des patrons. En remontant l'appareil, le même jeu se reproduit indéfiniment. En cas de non-fonctionnement, s'adresser au citoyen Midol qui fait fonction de chef de gare en attendant la mise en marche des comités de même nom.

Le tchékiste Sauvage, grand connaisseur, puisqu'il a failli s'embarquer dans une usine de courants d'air à Auteuil, est chargé par le P. C. de distribuer les notices explicatives, et au besoin d'y suppléer.

On dit que le Comité des Forges est très heureux de cette nouvelle invention qui a dressé les ouvriers les uns contre les autres et qui continue à faire le vide dans les syndicats. Sous toutes réserves.

LE RECTIFIEUR.

P.-S. — Aussitôt que la cellule d'usine sera bien lancée, le P. C. mettra en chantier d'autres jouets : cellules de pipelets, de beaux-lavoirs, de bals-musette, de travailleurs honoraires, etc.

La ville ⁽¹⁾

Que faibles nous sommes, mon pauvre ami, que faibles nous sommes, et combien ingrats ! On se croit forts, on croit avoir maté par l'esprit la volonté dissolvante de la chair, et il suffit d'une main blanche tapotant un petit pâté de cheveux noirs pour vous racrocher au passage, pour rouvrir les battements de la porte sur les lumières qu'on ne voulait plus revoir.

Je ne suis pas fat, tu le sais, mais je voyais bien tout de même que je ne lui déplaissais pas, à cette fille parfumée. Est-ce ma peau cuite de grand air, mes poils en broussaille qui lui plaisaient ? Peut-être. On ne sait jamais, avec les femmes... Dans tous les cas, nos yeux ne se quittaient guère, et la flamme noire de ses regards, je la vois, qui me brûle toujours.

Sa voix devint fébrile, qui s'élevait, âpre, révoltée :

« Ah ! la garce, les garces, comme elles savent nous prendre, comme elles savent nous engluer au rouge de leurs lèvres, vêtir notre face du blanc de leur poudre, chauffer nos pieds des ailes qui nous poussent à l'étreinte. Elles sont parties, le même soir, et ce fut tout : ces quelques regards, ces paroles. Et depuis, mon ami, je n'ai point oublié cette rencontre, si brève fut-elle, cette rencontre, cette confrontation (ne ris pas !) de la ville et de la campagne, de la solitude simple et de l'activité complexe.

« Elle est passée, un tout petit instant ; il est probable que je ne la reverrai plus, mais quand même, mais toujours, je pense à elle, car, elle, comprends-tu, c'est plus qu'elle. Elle, c'est toute la ville où j'ai vécu, toute la ville que j'ai quittée, et qui venait jusqu'ici me surprendre, et qui venait envahir le domaine que ma sagesse aimait cultiver.

« Elle était bien la ville provocante, la ville blanche, la ville rouge, toute la ville, avec ses sourires peints, ses regards violets, ses frôlements où les corps s'avouent. Toute la ville, avec ses rues de foules, qui vous pressent, qui vous pénètrent, qui vous amalgament aux chairs tièdes, aux relents acides, à toute cette vie multiple, inexorablement inconnue.

« Elle m'apportait, sous ces arbres, l'atmosphère contaminée de la ville, et depuis son départ, ah ! mon ami ! je dénombre au ciel non le feu limpide des étoiles, mais les lumières épaisses, les clartés rouges, les clartés changeantes qui boulesversent les grandes artères, la nuit.

Mon ami se tut un instant, puis, songeur, mélancolique :

« Nous ne sommes pas dignes... Nous avons trop vécu loin des choses simples, loin des choses calmes, trop simples et trop calmes pour notre faiblesse agitée.

« Tout à l'heure, tu me disais envier

mon bonheur, dans cette solitude. Je sais. Toi aussi, tu aspirais à fuir la ville, tu rêvais d'une retraite, dans quelque coin tranquille.

« Pour mériter la solitude, pour se complaire en soi, parmi l'effusion simple des choses, il faut un cœur pur, des forces neuves, une âme où chantent les rythmes qui survivront à chacun de nous. Peut-être possèdes-tu cette force ? Peut-être es-tu riche de cette pureté. Je le souhaite, mon ami, comme j'espérais trouver en moi ces vertus qui me fuient. Mais la ville nous a fait à son image. Notre sang févèreux bondit, notre figure grimace, et nous sommes des pauvres clovons butant du cul dans la piste de grand cirque où cabriolent les hommes. Il semble, vois-tu, que des bielles meurent nos jantes, qu'un engrenage propulse notre cerveau, qu'une étincelle électrique soit en nos yeux foyer d'intelligence. Tout en nous devient artifice. Nous ne sommes plus qu'une mécanique adaptée aux antériorités pour les uns, aux abstractions pour les autres. Vivant parmi les rythmes courts, les respirations saccadées, ces gestes transitoires, notre attention ne se fixe, notre pensée ne s'émeut, notre cœur ne se donne qu'à l'aspect de ces formes que mille autres formes auront tôt fait de remplacer.

« Nous ne sommes pas dignes...

« La fumée des villes nous cache la rosée du ciel, le bruit des courroies, le frottement des pistons nous empêchent d'entendre la course du vent dans les feuillages, l'assaut des vagues contre les récifs.

« Ah ! mon ami, être digne, mériter la solitude ! Pouvoir accueillir dans ses bras, pouvoir presser contre son cœur la présence glorieuse du soleil, entendre, écouter battre sous l'écorce le rythme des sèves, éprouver en soi la chaleur des renouveaux éternels... »

Mon ami se tut et nous restâmes songeurs tous deux.

Dans le soir approchant les chèvres dégringolaient les pentes. Sur les hautes roches, le soleil plantait des écailles jaunes dans la toison des charmes, les noyers ronds appliquaient sur nos têtes des compresses de fraîcheur.

Et nous restâmes, silencieux toujours et frissonnants, frissonnants, semblait-il, de la fièvre de notre époque.

Joseph RIVIERE.

(1) Extrait d'une nouvelle à paraître, sous le titre : « Villégiature d'âme », aux Éditions des « Humbles », 4, rue Descartes, à Paris. On peut souscrire dès maintenant. L'exemplaire ordinaire : 3 francs.

La vie toujours plus chère

Les services de la statistique ont publié les indices des prix de gros pour juin 1924. Il y a une hausse de 6 points sur le mois de mai, ce qui n'empêche pas les officiels d'être très optimistes.

L'indice général, calculé sur la base 100 en 1914 et portant, comme on sait, sur 45 articles, dont 20 denrées alimentaires et 25 matières industrielles, s'établit en juin 1924 à 474, contre 468 en mai, 459 en avril et 505 en janvier dernier. A la fin de l'année 1923, l'indice général (qui était alors calculé sur la base 100 en 1901-1910) avait été de 418,4, chiffre qui correspond à l'indice 355 avec la base 100 en 1914. Le nombre arrêté pour juin dernier reste sensiblement au-dessous du niveau enregistré il y a quatre ans ; en effet, l'indice moyen de 1920 avait été de 589 (base 100 en 1901-1910), ce qui équivalait approximativement au nombre 500 si l'on part de la base actuelle.

Voici le détail des indices :

Nature et nombre des articles	INDICES			
	Fin	Fin	Fin	Fin
	juin	mai	avril	—
Indice général	(45) 474	468	459	—
Denrées alimentaires :				
Ensemble	(20) 426	425	423	—
Aliments végétaux	(8) 417	423	392	—
Aliments animaux	(8) 406	401	424	—
Sucre, café, cacao	(4) 492	488	491	—
Matières industrielles :				
Ensemble	(25) 517	506	492	—
Minéraux et métaux	(7) 456	440	431	—
Textiles	(6) 650	653	594	—
Divers	(12) 574	456	467	—

Les denrées alimentaires sont en hausse de 1 point, sur le total. Alors que la saison est bonne, les végétaux ont seulement diminué de 6 points, cependant que les aliments animaux, le sucre, le café, etc., montaient de 4 et 5 points.

Pour le détail, le tableau ci-dessous donne, pour chacun des six premiers mois de l'année en cours, l'indice caractérisant les prix pratiqués à Paris pour treize denrées choisies parmi les produits de première nécessité (pain, viande, lait, beurre, œufs, lait, fromage, pommes de terre, haricots, sucre, huile, pétrole, alcool à brûler) :

Janvier 1924	370
Février	384
Mars	392
Avril	380
Mai	378
Juin	370

Ces indices, étant établis sur la base 100 en 1914, accusent, pour juin dernier, une augmentation moyenne de 270 % sur 1914. Le pourcentage correspondant avait été de 265 % en décembre 1923 et de 205 % à la fin de l'année précédente. Le maximum avait été atteint en novembre 1920 : le soudit pourcentage s'était alors élevé à 326 % à Paris et à 352 % dans l'ensemble des villes de plus de 10.000 habitants (où il était de 295 % en mai 1924).

La statistique est une belle science, mais elle manque de précision. Pour les œufs, par exemple, il y a une hausse progressive de puis un mois chez les détaillants, ainsi que pour d'autres articles courants.

Le populo est toujours victime des mercantis.

VIEND DE PARAÎTRE :

LE COUPLE

par
Victor MARGUERITTE

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e). Prix : 7 fr. 50 franco ; recommandé : 8 fr. 35. Chèque postal M. Jovot 520-42.

Depuis deux ans on détient sans preuves deux hommes en prison

ILS PASSENT AUJOURD'HUI DEVANT LES ASSISES

Le 20 avril 1922, un attentat était commis contre les employés du train 261, qui transportait le « group » de la Ciotat, renfermant près de 250.000 francs.

M. Sandigliano, qui avait la garde du péculé, avait pris place dans le fourgon de tête attelé à la locomotive. Un employé, M. Fenerou, avait mission de veiller sur le « group ». Or, à l'instant précis où le train entrait sous le tunnel de la Blancarde, deux hommes, le visage barbouillé de suie, faisaient irruption dans le wagon. L'un, braquant son revolver sur Fenerou lui cria : « Haut les mains ! » Il le contraignit ensuite à reculer vers l'arrière du wagon, où se trouvait le chef de train, et celui-ci fut mis en demeure de lever aussi les mains et de livrer la clé du coffre renfermant le « group » de la Ciotat. Ce qu'il fit du reste illico.

Les deux hommes, après s'être emparé des 250.000 francs, sautèrent sur la voie et s'enfuirent par le boulevard Boisson, tandis que les deux employés agitaient la sonnette d'alarme et faisaient arrêter le train.

Or, en juillet 1922, une lettre anonyme désignait le nommé Debenedetti, ancien pointeur aux Chantiers navals de la Ciotat.

On l'arrêta sur cette simple « preuve » ? Puis, sans plus de sûreté, on arrêtait Beautés.

Un autre homme, Codazzi est aussi inculpé, mais il réussit à s'enfuir.

Mme Beautés, mère de l'accusé, comparaitra aussi devant la Cour d'Assises de Marseille.

Et voilà. Une lettre anonyme et l'on vous coffre ! Belle liberté individuelle que nous offre la République. Et dire qu'en 1789 et en 1848, des hommes se firent tuer pour instaurer le régime « démocratique » !

Rien pour rien

Dans bien des quartiers de Paris des dispensaires antituberculeux se sont montés ; œuvre admirable s'il en est, où des soins parfois intelligents sauvent quelques pauvres bourgeois gravement atteints.

C'est le cas d'une clinique, sise place Lachambeaudie, dans laquelle exerce avec dévouement le docteur Ihloff, qui a à son actif de nombreux cas de guérison de bronchites considérées comme incurables.

Hélas, pourquoi faut-il que le « Rien pour rien », devise de cette salle sociale, s'applique aussi à des œuvres semblables !

Il est dans les habitudes de l'Office Public d'Hygiène Sociale de se renseigner sur les malades présumés guéris et ces enquêtes sont faites par des agents subalternes, qui ont à charge d'opérer le plus discrètement possible.

Souvent il arrive que ces enquêteurs rechignant à monter un sixième s'adressent tout bonnement à la préposée au cordon qui, tout heureuse de savoir quelque chose sur un locataire s'empresse de confier l'affaire en l'amplifiant, à quelques-unes de ses amies, cela fait qu'au bout d'un certain temps, la victime de la faiblesse de l'employé de l'O.P.H.S. est montrée du doigt. Avec le pauvre bougre qui, tout navré, me contait cette lamentable histoire, je demandai au docteur Ihloff et à Mademoiselle Duville s'il leur serait possible de faire respecter le secret professionnel nécessaire dans cette société pleine de crétiens, ou tout au moins de rappeler à leurs agents, qu'il est assez difficile de relever physiquement un être, pour le voir abattre moralement avec une semblable désinvolture.

HENRIDE

Nos Échos

Les Communistes et Matteotti.

Les mercantis de la rue Montmartre sont gens bons à toutes les besognes, mêmes les plus malpropres. Après avoir insulté Matteotti de son vivant, ils voudraient s'en emparer aujourd'hui pour en faire leur porte-drapeau.

Ils sont pires encore que les vautours des sépultures de la zone rouge, puisqu'ils trouvent encore le moyen de distiller leur venin sur un cadavre. Ah ! quelle pourriture, quels relents nauséabonds, s'élèvent du marais pollique lorsque quelque orage vient en ramuer les profondeurs.

En grandes lettres, l'*Humanité* d'hier parle de l'*Enfer du fascisme*, tout comme si elle oubliait déjà les félicitations de Rykov à celui qui avait su réorganiser la vie économique en Italie.

Et puisque l'*Humanité* est l'organe du bolchevisme, pourquoi mène-t-elle tant de tapage autour de Matteotti alors que le gouvernement de Moscou demeure coi ? Pourquoi elle nous apprend la miévolante raison du boucan mené par la « Pravda » parisienne et le silence prudent observé par la « Pravda mère » de toutes les Russies ? Affaire de politique, sans doute, nous répondra l'empoisonneur du prolétariat.

○○○

Contre l'anarcho-syndicalisme.

Le 3^e Congrès de l'I.S.R. poursuit ses séances et continue à tenir ses assises. De quoi y est-il question ? S'y occupe-t-on de rechercher les moyens qui permettront de ressouder les forces divisées de la classe ouvrière ? Cherche-t-on à combattre efficacement le capitalisme et à faire échec à sa tentative d'écrasement du prolétariat ? S'ingénie-t-on enfin à réorganiser les mouvements ouvriers des divers pays du monde ? Nenni !... Pas du tout ! Vous n'y êtes point, amis et camarades ! La grande question à l'ordre du jour de ce Congrès syndical international, c'est, tenez-vous bien !, la lutte, la guerre à outrance contre l'anarcho-syndicalisme. Il paraîtrait en effet, que cette plante rare aurait la vertu de retarder le déclenchement du Grand Soir, par conséquent, c'est faire œuvre pie et révolutionnaire que de démasquer ces affreux contre-révolutionnaires et petits bourgeois qui ne veulent point choisir entre l'enclu-

me et le marteau, autrement dit entre le fascisme et le bolchevisme.

Et dire que c'est pour accomplir tout ce beau travail que les pèlerins de la C.G.T.U. sont allés aux frais des syndiqués et la corde au cou, livrer le syndicalisme, pieds et poings liés, à toute cette clique !

○○○

Le voyage du Ministre.

M. Victor Peytral qui est, comme chacun sait, ministre des Travaux publics, vient de faire la randonnée de Marseille à Avignon sur une locomotive. Il est même si enchanté de son voyage et de l'expérience déjà acquise qu'il brûle de renouveler son exploit.

Ebloui par le vertige de la vitesse, M. le Ministre a éprouvé, à un certain moment, le besoin de mettre la main sur une manette pour s'initier au métier de mécanicien. Et il se déclare tout à fait heureux d'avoir pu arrêter le convoi tout seul, simplement à l'aide de quelques conseils, en gare d'Arles. Il aurait même voulu, ajoute-t-il lui-même, remettre le convoi en marche, mais cela était encore au-dessus de sa science professionnelle et mécanique.

Sans doute que M. Peytral, par son geste courageux et son audace à monter sur une locomotive qui faisait du 120 à l'heure, a voulu rassurer les malheureux voyageurs fort émus, à juste raison, par les exploits de son prédécesseur. Le plus drôle de l'histoire aurait été que le train déraile. Comme cela le ministre n'aurait pu revenir nous assurer que le matériel était bon et que l'on pouvait rouler sans danger sur les réseaux français.

A ROMAINVILLE

Causerie-Conférence

par le camarade Teissier

Aujourd'hui, à 20 h. 30, Salle de la coopérative, place Carnot.

Sujet traité : L'Anarchisme et ses terrains d'action.

Cordiale invitation à tous

La Vie des Lettres

Renée Dunan et le roi Pausole

Dans un article alerte qu'il faudrait pouvoir citer tout entier, Renée Dunan (La Griffe, 15-7-24) fait l'éloge du livre tant précieux de Pierre Louys : Le roi Pausole.

En arrivant à des réflexions plus générales, elle écrit, avec raison :

« Certes, nombre de mots diront que Pausole est un livre « libertin ». On sait qu'un prurit de vergogne s'est répandu sur nous depuis peu d'ans. D'un côté, des pontifes officiels jugent Victor Marguerite déshonoré par La Garçonne ; de l'autre, le communisme étale une pudicité insignifiante. L'autre jour, un rédacteur de l'*Humanité* tonnait même contre un journal évoquant les galanteries estivales du Bois de Boulogne et conseillant à son lecteur de ne point lire le *Satyricon* de Pétrone.

« Vergogne à droite, vergogne à gauche. Le Taxis de Pausole est devenu révolutionnaire et prêche une étrange liberté d'esprit — puisque ni aujourd'hui, ni demain, nous ne vivrons dans l'exquise liberté Tryphénos — le désir de trouver par la lecture un pays de rêve où l'homme et la femme libres se manifestent authentiquement. Dans les dessins de Carlgile, il pourra connaître aussi le type de grâce féminine et ce plaisir d'art dont les sots nous privent. »

« Je n'aime pas ça, La sincérité ne justifie pas un sentiment dont l'hypocrisie est le principe. Voir le communisme ramener et aggraver les pudeurs chères aux vieilles dévoties cancanières de province, établir curieusement combien il est difficile d'être d'opinion forte. Mais peu chaut !

« Je serai ravie si ces réflexions autour du roman délicieux de Pierre Louys inspirent à quelque lecteur vraiment libre d'esprit — puisque ni aujourd'hui, ni demain, nous ne vivrons dans l'exquise liberté Tryphénos — le désir de trouver par la lecture un pays de rêve où l'homme et la femme libres se manifestent authentiquement. Dans les dessins de Carlgile, il pourra connaître aussi le type de grâce féminine et ce plaisir d'art dont les sots nous privent. »

NOTULES :

— Au sommaire de ce même numéro de la « Griffe » : J.-M. Renaitour, Ernest-Charles, Jean Lafitte, Yvonne Netter, Edmond Rocher, etc., etc.

Georges VIDAL.

Où aller ce soir ?

Cette rubrique n'est pas une affaire de publicité. Quand bien même un directeur de théâtre nous offrirait cent millions pour y annoncer un spectacle pornographique ou les représentations d'une pièce malséante pour l'individu, nous ne signalerions pas son établissement.

Mais nous recommandons ici, gratuitement, tous les théâtres où se jouent des œuvres dignes d'être vues.

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 heures : Rigoletto ; Les Deux Pigeons.

OPERA-COMIQUE. — 20 heures : Cavalleria Rusticana ; Lakmé.

GAITE-LYRIQUE. — 20 h. 45 : Les Vingt-Huit Jours de Clairette.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 13 h. 30 (tarif des matinées classiques) : Britannicus ; Il ne faut jurer de rien ; — 20 h. 45 : L'Abbé Constantin. RENAISSANCE. — 21 heures : La Captive. NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 45 : Mon Bébé. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 21 heures : Knock ou le Triomphe de la Médecine.

Cabarets artistiques

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbesses). — A 21 heures : Les chansonniers Géo Robert, Dornano, Brubach, Line de Tarbes et Louis Loréal. Spectacle d'art et d'éducation. LE FERCHOIR. — 21 heures : Jeux... n'avez rien.

LE PIERROT NOIR (11, rue Germain-Pilon). — Drancol et les chansonniers.

LA VAGUE ENRAGEE (4, place Constantin Pecqueur). — 2

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Les troubles se poursuivent au Brésil, sans qu'aucune information sérieuse nous permette de connaître exactement la situation. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'insurrection n'est pas d'ordre prolétarien et que ce sont une fois de plus les chefs militaires qui se disputent l'assiette au beurre.

Révolte bourgeoise en un mot, et les troupes insurgées ne sont composées véritablement que de malheureux hommes marchant sans savoir pourquoi ni pour qui, comme marchaient pendant la « guerre du Droit », les soldats français ou allemands.

Les milieux officiels brésiliens déclarent que si la révolte n'est pas encore étouffée, c'est que les forces gouvernementales veulent éviter des souffrances à la population civile et qu'elles ont tenu à épargner à la ville de São Paulo un bombardement désastreux. Cependant, une note de Washington à l'agence Reuter rapporte que 3.000 civils auraient été tués ou blessés au cours des combats entre les troupes fédérales et les troupes révolutionnaires.

Il n'est pas rassurant de voir des hommes d'une même nation s'entre-tuer pour des causes qu'ils ignorent, et l'on se demande avec angoisse, devant ces faits, si le prolétariat mondial ne se laisserait pas à nouveau leurrer dans l'éventualité d'une guerre internationale.

Face à la division prolétarienne persistante, alimentée par le venin de la politique rouge, l'on songe avec terreur à l'avenir lourd de nuages, et l'on tremble à la pensée que le peuple est encore à la merci des hommes qui l'ont trompé tant de fois et le tromperont encore.

Le Mussolini espagnol est de retour dans sa chère patrie, et après avoir, dimanche dernier, donné une réception à Melilla, il entrera le 20 à Madrid et résumera le 22 le conseil de guerre.

En conséquence des brillants succès remportés au Maroc par les chefs militaires espagnols, le dictateur a déclaré qu'il allait mettre très prochainement à exécution le plan de repli qui était, paraît-il, prévu. Et il a ajouté en terminant qu'il interprétait fidèlement les desirs du peuple espagnol.

Evidemment, Primo de Rivera a « le droit » de causer au nom du peuple espagnol, comme Mussolini au nom du peuple italien et Zinoviev au nom du peuple russe.

Les trois dictateurs formeront sous peu, si la lâcheté des masses se perpétue, un triumvirat qui gouvernera le monde.

Les peuples l'auront voulu !

J. C.

La comédie de Londres

M. HERRIOT S'ENTRETIENT AVEC M. HUGHES

Londres, 23 juillet. — M. Herriot s'est entretenu ce matin avec M. Hughes, secrétaire du Département d'Etat américain. On sait que M. Hughes se trouve actuellement à Londres où il prend part à la Conférence des Avocats.

Lundi soir, M. Hughes a pris la parole au Pilgrim's Club pour exposer, d'une manière que l'on déclare aujourd'hui officielle, le point de vue des Etats-Unis sur les questions de politique extérieure. Bien que M. Hughes se soit défendu de s'occuper directement de ce qui se passe à la Conférence, tout le monde demeure persuadé que, tant lui que M. Mellon, ministre des finances américain qui se trouve actuellement à Londres, sont tenus fidèlement au courant des débats de la Conférence par les délégués américains et qu'ils ne manquent pas, le cas échéant, de donner leur avis sur telle ou telle question.

SEANCE PLÉNIÈRE

La séance plénière s'ouvre à 15 heures. Elle a été préparée par une réunion qui a eu lieu dans la matinée entre les cinq chefs des délégations qui étaient assistés eux-mêmes des chefs des experts de leurs pays respectifs.

L'ÉVACUATION ÉCONOMIQUE DE LA RUHR

La deuxième Commission (Évacuation économique de la Ruhr) n'ayant pu achever

la rédaction de son rapport à temps, on en a renvoyé l'examen à plus tard.

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Le communiqué officiel suivant a été publié, à l'issue de la séance plénière tenue cet après-midi par la Conférence :

« M. Mac Donald a fait la déclaration suivante, concernant la représentation des Dominions et de l'Inde à la Conférence :

« Je désire faire une brève communication concernant la représentation de la Grande-Bretagne, des Dominions et de l'Inde à cette Conférence.

« Il a été convenu qu'un représentant du Dominion qui le désirera, ou de l'Inde, deviendra membre de la délégation britannique à cette Conférence. La représentation des Dominions aura lieu à tour de rôle. Conformément à cet arrangement, je suis heureux de dire que l'honorable Belcour, membre du Sénat canadien, est présent aujourd'hui en qualité du Dominion du Canada.

« Un Comité de juristes a été nommé avec la mission de présenter à la Conférence un rapport sur les questions suivantes :

« 1° La mise en œuvre du plan Dawes soulève-t-elle des questions — et lesquelles — nécessitant l'accord de l'Allemagne ?

« 2° Par quelle procédure cet accord doit-il être obtenu sans porter atteinte au traité de Versailles ?

« Il a ensuite été rendu compte des travaux de la 1re Commission nommée à la séance du 16 juillet. Ce rapport a déjà été publié, et son examen a été différé jusqu'au moment où les travaux des 2° et 3° Commissions seront achevés.

« M. Thomas, Président de la 2° Commission, a informé les délégués que les travaux de cette Commission continuaient, et qu'il ne pouvait jusqu'à leur achèvement présenter un rapport à leur sujet.

LE RAPPORT DE LA 3° COMMISSION

« Le rapport de la 3° Commission a été présenté par Sir Robert Kindersley. Il est ainsi conçu :

« La 3° Commission a été chargée de présenter à la Conférence un rapport sur le paragraphe 3 du mémorandum anglo-français du 9 avril 1924, envisageant la création d'un organisme spécial chargé de donner un avis aux Gouvernements intéressés sur le point de savoir quel système il conviendrait d'établir, en vue de l'utilisation des paiements faits par l'Allemagne (en particulier en ce qui concerne les paiements en nature). »

ALLEMAGNE

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

On mande de Munich :

« A la Commission économique de la Diète bavaroise, le ministre du Travail a déclaré qu'aussi longtemps que l'Allemagne aurait à tenir de gros engagements à l'égard de l'Entente, il ne pourrait pas être question de fixer invariablement la journée de travail à huit heures. »

Bien sûr. Ce sont les ouvriers qui doivent se faire tuer à la guerre, et ensuite ceux qui ont échappé au massacre doivent travailler pour payer les pots cassés. C'est dans l'ordre des choses.

Mais aussi, pourquoi le prolétariat ne fait-il pas sa guerre à lui, une fois pour toutes ?

CONDAMNATION DE COMMUNISTES

Le tribunal de Königsberg a condamné à des peines variant de un an à six ans de travaux forcés plusieurs leaders communistes accusés d'avoir conspiré contre la sécurité de l'Etat.

ÉTATS-UNIS

UN SINISTRE MARITIME

On télégraphie de New-York :

« Le vapeur *Boston*, allant de New-York à Boston, avec 900 passagers et un équipage de 175 hommes, a été heurté, mardi matin, de bonne heure, par le navire pétrolier *Swift Arrow*, au large de Rhode-Island. Cinq passagers ont été tués dans la collision, mais les autres passagers et l'équipage ont pu être sauvés. Les opérations de sauvetage ont été rendues très pénibles par le brouillard épais qui régnait au moment de la collision. Aux dernières nouvelles, le *Boston*, à bord duquel se trouvait encore

l'état-major, s'enfonçait lentement dans les flots. Cependant, on ne perd pas tout espoir de le sauver. Le *Boston*, qui était un navire neuf, est assuré pour un million de dollars. »

A TRAVERS LE PAYS

ACCIDENT GRAVE AU BOURGET

Le Bourget, 23 juillet. — En descendant d'un goiath arrivé d'Abbeville au Bourget, le mécanicien Vasselien s'est jeté dans l'hélice de l'un des moteurs. Relevé avec des blessures affreuses et un bras arraché, le malheureux a été transporté à l'hôpital dans un état désespéré.

GRAVE ACCIDENT DE BICYCLETTE

Montpellier, 23 juillet. — Deux cyclistes sont entrés en collision près de Saint-Pons. L'un d'eux, Pierre Houles, 22 ans, a été tué sur le coup, et l'autre, Clément Rascol, 20 ans, a été mortellement blessé.

UN PARI MORTEL

Saint-Dié, 23 juillet. — Félix Colin, âgé de 33 ans, paria avec des camarades qu'il avalerait, en une seule fois, un demi litre de rhum. Il gagna son pari mais une demi-heure plus tard il fut frappé de congestion et succomba.

TRAGIQUE PARTIE DE CANOT

Vichy, 23 juillet. — Trois jeunes gens se promenaient en canot sur l'Allier lorsque l'un d'eux, Emile Couhetie, âgé de 23 ans, ouvrier serrurier lâcha les rames et changea de place. Mais la barque chavira et les trois jeunes gens furent précipités dans la rivière. Emile Couhetie coula à pic ; son corps n'a pas encore été retrouvé. Ses camarades ont été sauvés.

LES ORAGES

Montpellier, 23 juillet. — De violents orages ont éclaté dans la région de Lodève et de Saint-Pons. La grêle est tombée sur plusieurs fermes du hameau de Cavenac, causant d'importants dégâts, blessant une vieille femme et tuant une vache.

Port-Vendres, 23 juillet. — A Cerbère, de Saint-Pons, la foudre est tombée sur plusieurs fermes du hameau de Cavenac, de la gare et des postes d'aiguillage, ainsi que celles des trains en partance, qui durent être renforcés. Les dégâts sont importants.

LEURS DIVIDENDES

IL TOMBE ET SE TUE

Marseille, 23 juillet. — A l'arsenal du Mourillon (Bouches-du-Rhône), un ouvrier, réparant la toiture des cales, tombe d'une hauteur de 26 mètres : il meurt après une heure d'horribles souffrances.

LES CINQ FRANCS MENSUELS du quotidien anarchiste

HUITIÈME LISTE DE LA 3^e TRANCHE

Reçu par chèques postaux :

Louis Goudin, à Grenoble, 3^e et 4^e tranches (2) ; Le Méné, à Trélazé (2) ; Louise et Michel (4) ; Sébastien J. ; Henri Lambert ; Duquelzar ; René Boulet ; Achille Vigmore ; Croix (Nord) ; Planchon ; Escarbotin ; Bertoni ; versé par Ernelli, à Marseille ; Demonsis, à Toulon ; Guimarel, à Berck-Plage ; Ranchon, à Dijon (3) ; Lasergue ; Gams ; Muller, à Pierre-Bénite ; André, à Lyon ; Ollivier Mathieu, à Brest ; Walter Robert, à Troyes ; Moreau Louis, à Charenton ; René ; Lemasson ; trois Gabelous ; havalis (3) ; Dussouchet, à Cligny ; René Martin, à Brest (2) ; Prues ; Mathieu, à Sauverette ; Cinq Copains rémois (5) ; Buffat, à Lyon ; Goron ; J. Dalbier (2) ; Chavarin, à Lyon ; Groupe Social de Montpellier (2) ; José Bach, à Perpignan ; René Erranis (3) ; Cazzo, à Nice (2) ; Claude, à Houlès ; Eugène et Edmée, à Gien (2) ; Moviess, à Saint-Quentin (2) ; Jaët, à Lyon ; Casanova ; Gayte ; Boisson ; Guignon La Valette ; Pour deux mois : Cumi ; Bourquin ; Francoz (6) ; Peyol (2 fr.) ; José Subestre ; Mir Cayetano ; Vincent Rosell ; A. B. (1 fr.) ; Constantino Bon (2 fr.) ; Un Compagno, 2 fr. 50 ; Tones, 2 fr. ; José Victor (2 fr.) ; Joseph Curros (2 fr.) ; Emilio Alquezar ; Juan Urgell (1 fr.) ; José Amigo (1 fr. 40) ; Un Ferronista (2) ; Un Aburrido ; Corominas ; Fernando Garcia ; Pedro Bannou (4 fr.) ; Jaime Carreras ; Bartolomé Canellas ; P. D. (2 fr.) ; Rull Anarquiste (1 fr.) ; José Marzola (2 fr.) ; José Segura, (2 fr.) ; Juan Mola (2 fr.) ; Valentin Montané ; Nau ; Augustin (3 fr.) ; Valentin Montané ; Nau ; Augustin (2 fr.) ; Un Seminarista (1 fr.) ; Juan Martí (2 fr. 50) ; Un Ignorante ; Un Compagno (1 fr.) ; ensemble, 103 fr. ; Spriet ; Groupe de Watrelas, versé par Vastian (4).

Tout de la présente liste : 508 francs ; total des listes précédentes : 9.389 fr. 50 ; total général de la 3^e tranche : 10.397 fr. 50.

En lisant les autres...

Le prestige des morts

D'Augustin Hamon dans l'Ere nouvelle :

C'est en apparence seulement que les vivants croient se gouverner. En fait, ce sont les morts qui les mènent.

Journalistes, politiciens, hommes politiques et hommes d'Etat ne songent qu'aux formules des morts. Sur les actes et les paroles des morts, ils s'appuient pour conditionner le futur. Inlassablement, en France, certains répètent la fameuse formule de Gambetta : « L'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation. » Ils ignorent que les conditions du monde ont changé et changent sans cesse.

Qui, ce sont bien les morts qui dirigent les vivants et influencent leur volonté. Nous avons tellement conscience de notre néant et de notre impuissance qu'il nous faut en appeler à des forces inconnues et à ceux qui ne sont plus.

Considérez la politique américaine. Sa base est la doctrine de Monroe, établie il y a un siècle, et elle est strictement appliquée comme si le monde de 1924 était celui de 1824. Voyez les congrès socialistes : des heures et des heures sont employées à la discussion non des réalités présentes et des réalités à venir, sous le conditionnement du moment, mais des décisions de congrès qui se sont tenus un quart de siècle avant dans des conditions autres qu'aujourd'hui.

On recourt à la parole du Maître. On jure par Marx, Jaurès et, parfois, Proudhon. Et l'on cite des textes, et l'on argumente à l'infini sur les paroles de ces maîtres, sans songer que, s'ils vivaient, ils auraient parlé peut-être autrement, vu la modification du monde entre leur époque et la nôtre.

Et cela, hélas ! n'est pas près de finir. Ne voyons-nous pas aujourd'hui des disciples d'une religion nouvelle qui, pareils aux Croisés, partis autrefois à la conquête de Jérusalem aux cris de « Dieu le veut ! », veulent abattre le capitalisme, la misère et la guerre avec la formule : « Lénine le veut ! » ?

Rien ne change ici-bas. Les morts pourrissent dans la terre, et les vivants se déchirent en agitant leurs fantômes et en secouant la poussière de leurs os.

Les rigolos de la rue Montmartre

De Sirius, dans Paris-Soir :

L'organe des communistes français mène une excellente campagne contre Putschisme, Mussolini, Duce et Césario de toutes les Italies.

Le dictateur, nous informe ce confrère, aurait menacé les députés communistes de les envoyer au bagne ou de leur mettre du « plomb dans l'échine ». Et il apparaît, de plus en plus, comme l'insultateur du crime qui a révolté la conscience universelle.

Voilà qui est fort bien. Mais alors, on ne s'explique pas pourquoi M. Rykov, qui a succédé à Lénine comme président de la République des Soviets, s'est déclaré enthousiasmé de son séjour en Italie et a cru devoir féliciter, aussi chaudement que publiquement, l'aventurier qui règne de l'autre côté des Alpes.

De même, en France, on ne s'explique pas davantage que le journal des communistes mène une campagne aussi ardente contre le gouvernement du Cartel, alors que M. Tchitchérine expédie des télégrammes pleins de cordialité à M. Herriot.

De qui se moque M. Rykov ? Des communistes italiens ou de Mussolini ?

De qui se moque M. Tchitchérine ? Des communistes français ou de M. Herriot ?

Oh ! il se moque plus stirement de la crédulité et de la foi naïve des ouailles orthodoxes, car entre gouvernants, n'est-ce pas, il faut toujours trouver un terrain d'entente sur le dos des pauvres diables. Noblesse oblige : il faut être poli entre maîtres, entre profiteurs de la bêtise universelle. Quant au troupeau, du touet et du plomb pour le faire marcher.

N'est-ce pas, Treint et Cie.

Et puis aussi ce petit passage, au sujet des révolutions faites par des coteries politiques :

Lorsque Caliban, à la tête des rebelles, a réussi à pénétrer dans le palais du duc Prosopée, il commença par se mettre à table. Il déclara les plats délicieux, les servantes charmantes. Après quoi, il se glissa dans les draps du duc qu'il trouve soyeux. Et il s'étira avec volupté.

A cet instant, le bon peuple, qui croit avoir atteint au Paradis, se presse sous les fenêtres du palais. Le bon peuple murmure. Le bon peuple gronde. Alors Caliban se soulève, furieux :

— Que me veut toute cette canaille ? Ah ! vous protestez ! Ah ! vous n'êtes pas contents ! Attendez ! Je vais faire donner la garde.

Tant qu'il y aura des hommes chargés d'assurer le bonheur des autres, il en sera ainsi.

Tant que des hommes se hisseront au pouvoir et saisiront l'autorité, les foules seront dupes.

C'est un cycle fatal, et l'histoire jusqu'à nos jours a toujours roulé dans cette ornière. Il n'y aura de solution que le jour où les hommes auront assez de volonté et de force morale pour se diriger eux-mêmes. Mais ce jour en voyant aujourd'hui les foules et les troupes acclamer et sanctifier les pires Césars, nous semble encore bien lointain. Que les hommes, que les vivants se réveillent donc pour combattre et anéantir tous les maîtres et tous les tyrans, qu'ils soient tricolores ou rouges.

L'Europe et le plan Dawes

De la Journée industrielle :

Sir Montagu Norman, directeur de la Banque d'Angleterre, et M. Thomas Lamont, représentant de diverses banques des deux mondes, doivent se sentir en voie de béatification. L'Europe prosternée, offrandes et cierges en main, implore leur mansuétude. Seul, M. Mac Donald peut approcher d'eux sans tremblement.

Il faut s'amuser un peu. La maîtrise de l'Europe est en vente pour huit cents millions de marks-or, soit trois ou quatre milliards de francs-papier à intérêts garantis ; moyennant quoi personne, Commission des réparations ou gouvernements, n'aura le droit de bouger sans votre permis, et de fructueux « pourcentages » vous seront assurés... Ces messieurs n'ont fait plus la petite bouche. Dieux, quelle prudence !

Il faut croire qu'après la saignée qu'elle vient de subir, l'Europe ne vaut plus bien cher, puisque l'on peut s'en rendre maître pour quelques milliards. Elle n'a, d'ailleurs, que mérité son sort. Après avoir été la proie de la fureur et de la folie des hommes, elle peut bien encore subir cet affront : voir les vautours, les charognards, les hommes d'argent mettre à l'encan sa plus ou moins lente agonie.

Invoyons-nous les représentants des prêteurs comme bienfaiteurs ou comme financiers ? Leur demandons-nous une aumône ou leur offrons-nous une opération ? Si nous leur demandons une aumône, il est clair que huit cents millions de marks-or, pour réduire que pardonne la somme à notre époque de milliards, constituent un cadeau un peu lourd. Mais alors que valent les formidables hypothèses de crédit sur lesquelles repose tout entier le plan Dawes ? Quand il s'agira de prêter les milliards subséquents, les prêteurs exigeront notre chemise et jusqu'à la pipe de M. Herriot... Si, au contraire, nous offrons aux banquiers une opération financière, le bénéfice qu'ils en retireront devrait suffire, comme il arrive d'habitude, à déterminer leur adhésion.

Il y a donc, de toute façon, un vice dans l'affaire. On bien le plan Dawes n'est pas solide, et ainsi s'explique que les banquiers y découvrent des chances de bénéfices insuffisantes. On bien le plan Dawes comporte des opérations parfaitement saines, et dès lors la résistance des banquiers provient soit d'une arrière-pensée politique, soit d'un accord entre eux pour exploiter le client. Dans la dernière hypothèse, on devrait se demander s'il n'y aurait pas intérêt à exciter la concurrence des banquiers. La « finance internationale » ne constitue pas un tout indissoluble.

Ce serait, ma foi, fort drôle d'arriver à scinder en deux le Bloc de la Finance. Mais cela ne se produira pas, car les maîtres du monde, les rois de l'or et du métal ne sont pas aussi bêtes que les prolétaires ; ils ne se dévouent point entre eux. C'est pourquoi ils continueront à s'entendre pour la prospérité de leurs affaires et l'asservissement économique des multitudes du travail. Et pendant ce temps-là, nos bons révolutionnaires moscovites hurleront à tous les échos : « Ecrasons les anarcho-syndicalistes ! »

Mourey condamné à mort

C'était aujourd'hui la deuxième audience du procès Mourey qui, on s'en souvient, avait cambriolé la demeure de ses anciens patrons, les époux Shattuck, banquiers multimillionnaires de New-York, et avait emporté 100.000 dollars de bijoux. Puis, rentré en France,

Tel Ulysse, après un long voyage, il s'était installé à Gournay-sur-Marne. Mais la police, agrippée par les dollars du vicaire Shattuck, parvint à le découvrir dans sa retraite et l'arrêta.

On lui reprochait, outre le cambriolage commis à New-York, son évasion du bagne en 1915 et d'avoir voulu tuer les « monarches » qui venaient l'arrêter. La société, comme ils disent, n'y va pas de main morte quand il s'agit de défendre « sa » police, aussi a-t-elle condamné le malheureux Mourey à la peine capitale.

— Mon père, je ne viens vous demander que votre consentement.

— Ah ! c'est une autre affaire. A l'encontre de toi, mon fils, sans curiosité ?

— J'épouse mademoiselle Eve Chardon.

— Qu'est-ce que c'est que ça ? Qu'est-ce qu'elle mange ?

— Elle est fille de feu M. Chardon, le pharmacien de l'Houmeau.

— Tu épouses une fille de l'Houmeau, toi, un bourgeois ! toi, l'imprimeur du roi à Angoulême ! Voilà les fruits de l'éducation !

Mettez donc vos enfants au collège ! Ah ça ! elle est donc bien riche, mon garçon ? dit le vieux vigneron en se rapprochant de son fils d'un air câlin ; car, si tu épouses une fille de l'Houmeau, elle doit en avoir des mille et des cents ! Bon, tu me payeras mes loyers. Sais-tu, mon garçon, que voilà deux ans trois mois de loyers dus, ce qui fait deux mille sept cents francs, qui me viendraient bien à point pour payer le tonnelier. A tout autre que mon fils, je serais en droit de demander des intérêts, car, après tout, les affaires sont les affaires ; mais je te les remets. Eh bien, qu'a-t-elle ?

— Mais elle a ce qu'avait ma mère.

Le vieux vigneron allait dire : « Elle n'a que dix mille francs ? » mais il se souvint d'avoir refusé des comptes à son fils, et s'écria :

— Elle n'a rien !

— La fortune de ma mère était son intelligence et sa beauté.

— Va donc au marché avec ça, et tu verras ce qu'on te donnera dessus ! Nom d'un pipe, les pères sont-ils malheureux dans leurs enfants !

(A suivre.)

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 24 JUILLET 1924. — N° 36.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

PREMIÈRE PARTIE

LES DEUX POÈTES

L'imprimeur se mit à peindre avec une éloquence douce et cordiale le bonheur qui les attendait tous quatre.

Malgré les interjections d'Eve, il inécha son premier étiage avec le luxe d'un amoureux ; il bâtit avec une ingénue bonne foi le second pour Lucien et le dessus de l'appentis pour madame Chardon, envers laquelle il voulait déployer tous les soins d'une filiale sollicitude.

Enfin il fit la famille si heureuse et son frère si indépendant, que Lucien, charmé par la voix de David et par les caresses d'Eve, oublia, sous les embrasements de la route, le long de la Charente calme et brillante, sous la voûte étoilée et dans la tiède atmosphère de la nuit, la blessante et romne d'épines que la société lui avait enfoncée sur la tête.

M. de Rubempré reconnut enfin David. La mobilité de son caractère le rejeta bientôt dans la vie pure, travailleuse et bourgeoise qu'il avait menée ; il la vit embellie et sans soucis. Le bruit du monde aristocratique

s'éloigna de plus en plus. Enfin, quand il atteignit le pavé de l'Houmeau, l'ambitieux serra la main de son frère et se mit à l'unisson des heureux amants.

— Pourvu que ton père ne contrarie pas ce mariage ? dit-il à David.

— Tu sais si s'inquiète de moi ! le bonhomme vit pour lui ; mais j'irai demain le voir à Marsac, quand ce ne serait que pour obtenir de lui qu'il fasse les constructions dont nous avons besoin.

David accompagna le frère et la sœur jusqu'à chez madame Chardon, à laquelle il demanda la main d'Eve avec l'empressement d'un homme qui ne voulait aucun retard. La mère prit la main de sa fille, la mit dans celle de David avec joie, et l'emant enhardi baisa au front sa belle promise, qui lui sourit en rougissant.

— Voilà les accordeilles des gens pauvres, dit la mère en levant les yeux comme pour implorer la bénédiction de Dieu. Vous avez du courage, mon enfant, dit-elle à David, car nous sommes dans le malheur, et

je tremble qu'il ne soit contagieux.

— Nous serons riches et heureux, dit gravement David. Pour commencer, vous ne ferez plus votre métier de garde-malade, et vous viendrez demeurer avec votre fille et Lucien à Angoulême.

Les trois enfants s'embrassèrent alors de raconter à leur mère étonnée leur charmant projet, en se livrant à une de ces folles causeries de famille où l'on se plait à engranger toutes les semences, à jouer par avance de toutes les joies.

Il fallut mettre David à la porte ; il aurait voulu que cette soirée fût éternelle. Une heure du matin sonnait quand Lucien reconduisit son futur beau-frère jusqu'à la porte Palet.

L'honnête Postel, inquiet de ces mouvements extraordinaires, était debout derrière sa persienne ; il avait ouvert la croisée et se disait, en voyant de la lumière à cette heure chez Eve :

— Que se passe-t-il donc chez les Chardon ? — Mon fiston, dit-il en voyant revenir Lucien, que vous arrive-t-il donc ? Auriez-vous besoin de moi ?

— Non, monsieur, répondit le poète ; mais, comme vous êtes notre ami, je puis vous dire l'affaire : ma mère vient d'accorder la main de ma sœur à David Séchard.

Pour toute réponse, Postel ferma brusquement sa fenêtre, au désespoir de n'avoir pas demandé mademoiselle Chardon.

Au lieu de rentrer à Angoulême, David prit la route de Jarsac. Il alla tout en se promenant chez son père, et arriva le long du clois atenant à la maison au moment où le soleil se levait. L'amoureux aperçut sous un amandier la tête du vieil ours qui s'élevait au-dessus d'une haie.

— Bonjour, mon père, lui dit David.

— Tiens, c'est toi, mon garçon ? Par quel hasard te trouves-tu sur la route à cette

heure ? Entre là, dit le vigneron en indiquant à son fils une petite porte à claire-voie. Mes vignes ont toutes poussé fleur, pas un cep de gelé ! Il y aura plus de vingt poingons à l'arpent cette année ; mais aussi comme c'est fumé !

— Mon père, je viens vous parler d'une affaire importante.

— Eh bien, comment vont nos pressés ? Tu dois gagner de l'argent gros comme toi ?

— J'en gagnerai, mon père, mais pour le moment je ne suis pas riche.

— Ils me blâment tous ici de fumer à mort, répondit le père. Les bourgeois, c'est-à-dire M. le marquis, M. le comte, MM. ci et ça, prétendent qu'il y a de la qualité au vin. A quoi sert l'éducation ? à vous brouiller l'entendement. Ecoutez ! ces messieurs récoltent sept, quelquefois huit pièces à l'arpent, et les vendent soixante francs la pièce, ce qui fait au plus quatre cents francs par arpent dans les bonnes années. Moi, j'en récolte vingt pièces et les vends trente francs, total six cents francs ! Où sont les niais ? La qualité ! la qualité ! Qu'est-ce que ça me fait, la qualité ? Qu'ils la gardent pour eux, la qualité, MM. les marquis ! Pour moi, la qualité, c'est les écus. Tu dis ?

— Mon père, je me marie, je viens vous demander.

— Me demander ? Quoi ! rien du tout, mon garçon, Marie-toi, j'y consens ; mais, pour te donner quelque chose, je me trouve sans un sou. Les façons m'ont ruiné ! Depuis deux ans, j'avance des façons, des impositions, des frais de toute nature ; le bon gouvernement prend tout, le plus clair va au gouvernement ! Voilà deux ans que les pauvres vigneron ne font rien. Cette année ne se présente pas mal, eh bien, mes gredins de poingons valent déjà onze francs ! On récoltera pour le tonnelier. Pourquoi le mar-

rier avant les vendanges !

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Oui, soyons sérieux!

Le moment est arrivé où tous les militants syndicalistes révolutionnaires doivent se poser sérieusement le problème de l'autonomie syndicale.

Notre camarade Le Pen, dans un article paru ces jours derniers, nous adjure d'être sérieux et nous accuse de traiter la question de l'autonomie à la légère. Qu'il me laisse lui dire amicalement que je le crois dans l'erreur. Examinons la question.

Certes, nous aurions mieux aimé qu'il n'existât qu'une seule C.G.T., animée de l'esprit combatif et révolutionnaire d'avant-guerre, laquelle devrait être capable aujourd'hui de faire reculer la réaction, d'ouvrir les portes des prisons à tous nos camarades et qui assurerait au prolétariat de ce pays la place qui lui revient dans la vie sociale.

Que demain se présente l'occasion de fonder toutes les organisations syndicales existantes en une seule, et ceci bien entendu avec toutes les garanties d'indépendance pour le mouvement ouvrier, je suis persuadé que tous les autonomes feront le maximum d'efforts pour la réalisation de cette Unité; mais de grâce ne faisons pas de démagogie sur l'Unité. Malheureusement la réalité est autre, il faut en tenir compte.

Nous nous trouvons en face de deux C.G.T. L'une est à la remorque du gouvernement français, l'on pourrait dire qu'elle a un pied au pouvoir. L'autre fait partie intégrante du gouvernement russe; les hommes qui sont à sa tête sont aussi dégoûtés que les Jouhaux et consorts; on objectera peut-être qu'ils ont l'union sacrée en moins sur la conscience, mais cela est dû simplement à ce que le temps ne le leur a pas permis. Qu'il prenne fantaisie au gouvernement russe, en accord avec le gouvernement français, de s'attaquer à l'Angleterre ou à toute autre nation, et nous verrons Monmousseau, Tommasi et Compagnie, les travailleurs français à participer à cette nouvelle « dernière guerre ».

Le Pen nous dit que la création de la C.G.T.U. eût pu être évitée. Je suis de son avis; nous étions une poignée au Congrès Unitaire de décembre 1921 à voir arriver les Monmousseau, Tommasi et Compagnie. Ce sont ceux-là qui paraissent à la légère de la scission. Ils savaient ce qu'ils faisaient, ils étaient intéressés à l'opération.

Cependant, à cette époque, le redressement du syndicalisme de guerre se faisait assez rapidement, l'avenir laissait entrevoir le couronnement de nos efforts, car à Lille, Jouhaux ne l'avait emporté que de 200 voix sur 3.000 syndiqués représentés. A la Fédération des Métaux, Merheim sortit du Congrès avec une seule voix de majorité. Comparons la situation des minoritaires de cette époque avec celle de la minorité de la C.G.T.U.

La C.G.T.U. debout, nous lui avons apporté tous nos efforts; nous voulions qu'enfin le syndicalisme puisse pénétrer dans les couches profondes du travail. Hélas! nous avions compté sans les policiers et les sangues du prolétariat qui ont fait que deux années après la scission, le syndicalisme a fait un recul formidable.

Avant le Congrès de Bourges, la Fédération du Bâtiment adressait un manifeste aux travailleurs dans lequel elle disait: « Le Congrès confédéral extraordinaire consacra l'affaiblissement ou la servitude du syndicalisme pour de longues années ». Le Congrès a répondu, plus fort qu'on ne l'avait supposé, pour la servitude.

Le Pen a certainement dû collaborer à la rédaction de ce manifeste dont la prophétie s'est réalisée et a été dépassée, car le syndicalisme est mort dans les deux C. G. T. Et alors, quand avait-il raison? Avant Bourges, quand il prévoyait que la C.G.T.U. mourrait d'une mort politique? Ou aujourd'hui qu'il espère y faire triompher le syndicalisme alors que le fossé est plus profond qu'en novembre 1923?

Les responsables de la mort du syndicalisme sont partout. Il y a les assassins conscients, ceux qui ont un intérêt à faire disparaître l'esprit syndicaliste dans ce pays, et les complices inconscients parmi lesquels je compte de bons camarades dont il faut reconnaître la parfaite sincérité. Nous nous devons tous la vérité en écartant les vaines susceptibilités, pourvu que la loyauté domine le débat.

Je considère que la Minorité de la C.G.T.U. a failli à sa tâche après les événements du 11 janvier. Une belle perspective s'offrait à elle: d'abord abattre l'arrogance des assassins, et ensuite rendre possible l'Unité.

Si, à la Conférence du 18 janvier, la Minorité avait adopté une résolution d'Autonomie provisoire vis-à-vis de la C.G.T.U. jusqu'à ce qu'une enquête ait établi nettement les responsabilités du crime commis par deux de nos camarades, cela aurait eu pour effet immédiat de faire réfléchir les dirigeants de la C.G.T.U.; ils auraient mis les pouces, comme l'on dit vulgairement, alors qu'ils l'ont pris de haut pour attaquer ce pauvre Boudoux, alors que nous attendions toujours les résultats de l'enquête.

Sur le terrain de l'Unité, la Minorité, placée dans une position d'autonomie, avait les coudées franches en face des deux C.G.T. Elle pouvait apporter de nouvelles suggestions et démasquer le bluff fait par les moscouitaires. A ce moment les élections n'avaient pas encore eu lieu et Jouhaux n'était pas au ministère.

La Minorité n'en a rien fait, ou plutôt si. Elle s'est suicidée; elle vota une résolution demandant aux deux C.G.T. de faire l'Unité et ce, dans un délai de deux mois. Inutile de dire qu'il n'y eut aucun résultat, et bien fort celui qui en escomptait un.

La Minorité a failli à son devoir après le 11 janvier car elle eût pu, c'était elle qui avait invité les camarades à assister au meeting communiste. Poncelet et Cioy y étaient allés, comme les autres camarades, en signe de protestation contre les détracteurs du syndicalisme; ils y ont laissé leur vie. Leur mort aurait dû au moins servir leur idéal: il n'en fut rien. Pourquoi? Parce que, comme je le disais dans un précédent article, les communistes ont organisé autour de la minorité le chantage à l'Unité.

Naturellement Le Pen dit que si des Fédérations entières, des Unions locales et départementales avaient pris leur autonomie, cela aurait été préférable que de voir

prendre cette route par des syndicats locaux et isolément, et le syndicalisme y aurait gagné. Mais, à cause de l'esprit d'indécision de certains, d'autres camarades doivent-ils se paralyser plutôt que de reconstruire le syndicalisme?

Avec Mons et de nombreux camarades, nous considérons en effet que le syndicalisme, comme une pièce de fonte dans laquelle on a constaté de nombreuses soufflures au moment où elle est presque terminée et qui la rendent inutilisable, a besoin d'être refondu.

Nous savons que nous ne serons pas des centaines de milliers, nous recommanderons tout le travail qui a été fait pendant trente années, œuvre gigantesque, c'est vrai! Avec du désintéressement et de l'énergie, nous comptons léguer à la prochaine génération un syndicalisme régénéré.

Nous savons que des camarades ont peur dans des petits syndicats. A ceux-là, nous ne demandons rien, sinon qu'ils ne nous portent pas préjudice en causant de choses qu'ils ne connaissent pas.

Encore une fois je répète que ce n'est pas une question de personne qui nous sépare des deux C.G.T., mais une question de doctrine: l'une avec son intérêt général, l'autre avec la domination d'une caste sur le reste de la société. Nous, nous sommes avec le syndicalisme révolutionnaire des Pelloutier, des Griffuelhes et des militants qui ont tout donné à la classe ouvrière, sans rien lui demander en échange.

Je ne vois plus, depuis les nouveaux événements politiques de ce pays, la possibilité de réaliser l'Unité. Si cette possibilité se présente, je répondrai: présent! En attendant, ceux qui ont la conviction que le syndicalisme peut rénover la société humaine doivent se grouper en dehors des deux C.G.T. pour la réalisation de notre idéal, en dépit de toutes les insultes dont ils seront accablés, dussent-ils être seuls contre tous.

A. GUTGUT.

FEDERATION NATIONALE UNITAIRE DES TRAVAILLEURS DES P. T. T.

Section départementale de la Seine

A tous les travailleurs des P.T.T.
A tous les travailleurs du sous-sol

Les funérailles de nos deux pauvres camarades Laforest et Entraygues, primitivement fixées pour vendredi 25 courant, à 9 heures du matin, auront lieu, même date, à 8 h. 30.

M. le ministre du Travail tient à venir prononcer lui-même le cynique discours d'usage sur les tombes des deux victimes de l'incurie de ses services. Le grand responsable va incriminer à nouveau la fatalité et louer le courage et l'abnégation des travailleurs. Et demain, il refusera à ces mêmes travailleurs la bouchée de pain qu'ils demandent. Les guignols ont changé, mais la même comédie demeure.

Mais ces travailleurs que la seule présence du ministre aux funérailles insultera sauront répondre en masse à notre appel. Nous leur demandons d'être tous présents place Mazas. Ils viendront même en tenue. Tous les travailleurs du sous-sol répondront également à notre appel et tiendront à apporter eux-mêmes à leurs camarades d'esclavage leur dernier adieu et leur serment.

Les deux convois partiront à l'heure fixée de l'Institut médico-légal, place Mazas. Ils se rendront, de là, suivant le désir des familles, à l'église Saint-Marcel, puis se dirigeront vers la place d'Italie, où aura lieu la séparation des deux convois.

Celui de notre pauvre camarade Entraygues se dirigera sur le cimetière de Gentilly.

Celui de notre malheureux Laforest, sur le cimetière de Bicêtre.

Les camarades devront accompagner les leurs jusqu'au bout. Mais il est absolument nécessaire qu'un même nombre de camarades suivent les deux convois. A cet effet, un service d'ordre sera organisé. Nous demandons à tous de lui faciliter la tâche. S'il faut que la démonstration soit imposante, il faut aussi qu'elle soit digne et calme.

Comme nous, tous les camarades le voudront.

Le Bureau.

Les minoritaires de la Seine doivent suivre les indications de la Section de la Seine et du Bureau fédéral et se trouver nombreux aux obsèques de nos malheureux camarades qui auront lieu vendredi 25 juillet, à 8 h. 30. Rendez-vous place Mazas (métro Rapée).

CONFERENCE PUBLIQUE
AU MUSEE SOCIAL: 5, rue Las-Cases
(Métro: Solferino)

Vous êtes instamment prié d'honorer de votre présence cette conférence de propagande, qui aura lieu le samedi 26 juillet 1924, à 20 h. 30, très précises, au Musée Social, sur le thème général:

La lutte contre l'alcool
par la femme et l'enfant

sous la présidence de Daude-Bancel, assisté de M. le professeur Van Rees, de l'Université d'Amsterdam.

Orateurs: M. Daude-Bancel, M. le professeur Van Rees, MM. les docteurs Capart et Boulanger (Bruxelles), M. Philippe Vincent, M. Brabant, M. Caudron, Mlle Maréchal, M. le docteur Legrain.

Invitation cordiale à tous — Entrée libre

Les huit heures en péril

Complicité du pouvoir et du patronat

Depuis la promulgation de la loi fixant à huit heures la durée de la journée de travail, la Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux Publics n'a cessé de répéter aux ouvriers qu'ils ne conserveraient ladite loi que par la force syndicale et les avertis de n'avoir, en aucun cas, à compter avec les Pouvoirs publics, en l'espèce Ministère du Travail et Inspection du Travail. Une fois de plus elle tient à démontrer combien ceux-ci se soucient peu du désir formulé par les organisations ouvrières, ne prenant acte que des désirs patronaux.

La lettre que vient d'adresser l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise, à la Fédération, démontre mieux que tous les faits la collusion du gouvernement et du gros patronat dans l'application du décret des huit heures.

Les syndiqués et non syndiqués ont été tenus au courant de la réponse faite à ladite inspection au moment où celle-ci se renseignait sur les modalités d'application de cette loi pour rendre un décret applicable à toutes les régions. La Fédération, au nom de 350 syndicats; la 13^e région, au nom des syndicats de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Oise ont fait connaître leur point de vue sur l'application des huit heures. La lettre contenant sa réponse a également été insérée dans le *Travailleur du Bâtiment* du mois de juin. Elle disait, cette réponse: que nous considérons la question des huit heures comme une question vitale et d'intérêt social et de droit humain; qu'en conséquence, conformément à nos décisions de Congrès, nous entendons son application sans dérogations ni récupérations.

Nous dénonçons aussi dans cette réponse à l'inspecteur divisionnaire Martin, la décision prise par les Chambres patronales, à Prague, dans leur Congrès international, et conclusions en disant que le patronat voulait faire échec à cette loi.

Aujourd'hui, par sa lettre, M. Martin, inspecteur divisionnaire, nous fait connaître la décision prise comme suite aux réponses formulées par les Chambres ouvrières et patronales. Sa conclusion est la suivante: après avoir énuméré les Chambres patronales diverses qui opèrent dans les départements cités plus haut, il conclut que « ces entreprises pourront disposer de 250 heures de prolongation par an, et qu'elles pourront en outre, indépendamment de celles-ci, bénéficier de 50 heures prises sur le crédit d'heures supplémentaires prévues sous le n° 3 du paragraphe de l'article 6 du décret du 11 février 1924 (voir règlement d'administration publique dans le *Travailleur* du mois de mai), ceci sous réserve d'en prévenir l'inspecteur départemental du Travail ».

Et comme conclusion, il fait connaître que, d'après les avis qui lui ont été fournis, « il substitue provisoirement dans le département de la Seine le mode de récupération forfaitaire prévu à l'article 3, paragraphe 3, dudit décret, au mode de récupération prévu au même article, paragraphes 1 et 2 ». Il fixe ensuite la durée de la journée de travail qui, dit-il, pourra être portée à neuf heures du 1^{er} mars au 31 octobre, 31 octobre.

Dans tout ce pathos, où a-t-on tenu compte du désir formulé par les deux Fédérations qui comptent, en l'espèce, Fédération Unitaire et Fédération Confédérée? Car nous osons croire que celle-ci a fait la même réponse que nous. Quant à l'application de la rue Bonaparte et de la rue Coccin, les jaunes et les demi-jaunes, nous savons que les fonds secrets qui les font vivre sortent des caisses patronales.

En conséquence, M. l'inspecteur divisionnaire Martin a oublié, en statuant, de tenir compte de la réponse d'environ 500 syndicats où il y a des ouvriers qui cotisent régulièrement et qui ne travaillent pas seulement quand les autres font grève.

C'est le point de vue patronal qui prévaut par la voix autorisée de ce fonctionnaire qui, nous voulons le croire jusqu'à preuve du contraire, est couvert par son chef hiérarchique, le ministre du Travail, M. Godart, qui est partisan de l'application souple de la journée de huit heures.

Si c'est ainsi qu'il conçoit son application, nous pourrions lui demander de bien vouloir un peu en tâter à la butte, il verrait que quand la huitième heure serait arrivée, il en aurait assez, et peut-être que, retourné à son fauteuil, il comprendrait alors ce que veulent dire les désirs ouvriers: huit heures sans dérogations ni récupérations. Si la séance n'était pas concluante en ce moment de l'été saison, nous pourrions lui dire de remettre ça en plein hiver: il comprendrait de même mieux pourquoi, après avoir subi les injures de la nature, les intempéries de toutes sortes, combien, quand arrivent les beaux jours, nos camarades sont heureux de respirer deux heures de plus en liberté, au milieu de leurs ou leurs occupations.

En laissant son inspecteur rendre sa décision, c'est neuf heures qu'il faudra que les ouvriers fassent toute l'année, quand ce ne sera pas dix heures.

Point besoin de se dire réformateur pour agir comme ses prédécesseurs. Cela démontrera une fois de plus aux ouvriers qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, et que ce n'est que devant la force que le gouvernement et le patronat, qui ont partie liée, s'inclinent. La Fédération déclare ne pas connaître l'édit de M. Martin et de son ministre. Elle crie aux travailleurs, plus que jamais: « Huit heures sans aucune dérogation ni récupération. Ce que le gouvernement ne veut pas faire, obtenons-le par la force syndicale, et tous, dès aujourd'hui, à l'œuvre. Sauvons la journée de huit heures en péril! »

Le Bureau Fédéral.

Les grèves

Ouvriers Charpentiers. — Les ouvriers charpentiers de Lyon étant en grève depuis sept semaines, pour une augmentation de salaires et le respect des 8 heures sans dérogations, demandant à tous les ouvriers charpentiers, compagnons et autres, de ne pas se diriger sur Lyon, la ville étant à l'interdit.

Nous déclarons que l'union est scellée entre le syndicat et les sectes compagnonniques et que le travail ne doit pas être repris avant que nous ayons complète satisfaction.

Hardi, les gars du Bâtiment, la main dessus et ho hisse la victoire est à nous.

Aux charpentiers en fer. — Depuis quel temps, les compagnons de la Maison Darnis et Berson (ancienne Maison Hamet, rue Marcadet 243), avaient décidé de mettre en application des décisions prises en commun accord à notre dernière assemblée générale.

Plusieurs fois, ils posèrent leurs revendications au chef monteur, Gabriel Faux (c'est-à-dire l'application de la journée de 8 heures et l'augmentation des salaires). Toujours il leur fut répondu: « Je ferai le nécessaire auprès des patrons », mais aucune réponse ne leur parvenait.

A bout de patience, tous sans exception ont déserté les chantiers.

Ce matin une délégation accompagnée du secrétaire de la section s'est présentée au siège de l'entreprise.

Naturellement comme toujours, elle ne fut pas reçue et par l'intermédiaire du chef monteur Faux, les patrons firent les offres suivantes: l'application de la journée de huit heures et 3 fr. 75 de l'heure. Jugeant les salaires insuffisants, les ferrailleurs de la Maison ont décidé la mise à l'index de tous les chantiers de cette boîte.

Donc, jusqu'à nouvel avis pas un gars de la ferraille ne doit se présenter sur les chantiers suivants:

Rue des Pyrénées, 320; Rue Saint-Augustin, restaurant Henry; Boulevard Maillet, 108, Paris; Rue de Valois, 27 Paris, annexe de la Banque de France; Boulevard Jourdan, Cité Universitaire, porte d'Arcueil; Rue Amiral-Mouchez (14^e); Rue de Penthièvre, 8; Boulevard Sébastopol, Magasin Sigrand; Boulevard Malesherbes; Rue de Dunkerque; Rue de Villiers-de-l'Isle-Adam (place Gambetta).

Le Secrétaire: A. REITZER.

N. B. — La section de la serrurerie demande aux camarades de cette maison de refuser d'aller faire des travaux au dehors concernant les charpentiers en fer.

A propos d'un contrat

Une protestation des sections techniques de la serrurerie et de la charpente en fer est déjà parue. Les dites sections renouvellent leur protestation, car le « Syndicat Confédéré de la Serrurerie » continue à créer la confusion en distribuant partout le contrat élaboré. Cette protestation émane de l'A.G. de la Serrurerie et du Conseil élargi avec les délégués de chantiers de la charpente en fer.

ORDRE DU JOUR:

« Les sections techniques de la Serrurerie et des charpentiers en fer (adhérents au S.U.B.) ayant eu connaissance, que le « syndicat confédéré de la serrurerie et construction métallique » voulait déposer un cahier de revendications, à la Chambre patronale.

« 1^o Constatant que le dit syndicat a violé les engagements pris avec le Comité régional du Bâtiment confédéré » et la 13^e Région fédérale du bâtiment » sur le cahier de revendications de cette dernière;

« 2^o Considérant que le « Syndicat Confédéré » a agi avec mauvaise foi car avant d'élaborer son contrat, il aurait pu en avertir les sections du S.U.B.

« 3^o Le contrat avec la différence des spécialités et de prix établis est plus profitable aux patrons, qu'aux ouvriers car il sème la division parmi ces derniers et c'est précisément ce que cherche le patronat.

« 4^o Déniant au « Syndicat Confédéré » le droit de parler au nom des travailleurs de la corporation, ces derniers n'ayant pas été régulièrement convoqués en Assemblée corporative et n'ayant pu adopter ou refuser le contrat présenté.

« Pour ces faits, les sections de la serrurerie et de la charpente en fer déclarent ne pas reconnaître le contrat présenté par le « Syndicat Confédéré de la Serrurerie et de la Construction métallique », de plus elles mettent en garde leurs corporants contre la propagande et l'action qui pourraient s'engager autour dudit contrat.

« Le seul contrat valable pour elles est celui déposé par la 13^e Région Fédérale du Bâtiment » ce sont les bases de ce cahier seul que les camarades doivent s'efforcer de faire aboutir. »

Les deux Sections.

Communiqués syndicaux

Cheministes Paris-Etat R. D. — Ce soir, à 20 h. 30, Conseil syndical, 1, rue Joffroy. Réponses des sections techniques concernant la réorganisation financière; Questions diverses.

Présence indispensable.

Machinistes et Accessoires de Paris. — Ce soir, à 18 heures précises, Conseil syndical, bureau 30, Bourse du Travail, 3^e étage.

Syndicat Autonome des Métallurgistes. — Ce soir, réunion du Conseil à 20 h. 30, au siège. La présence de tous est indispensable, la discussion appelant l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale. Le trésorier est prié de prendre ses dispositions pour engager certains frais.

Producteurs et Distributeurs d'Énergie électrique. — Par suite d'un incident survenu à la dernière heure, le Conseil syndical se trouve dans l'obligation de reporter la fête champêtre primitivement fixée au 27 juillet au dimanche 31 août. Nous espérons que chacun se fera un devoir de porter cette note à la connaissance de tous nos camarades.

Scieurs, Découpeurs, Mouluriers. — Conseil syndical remis au 14 août.

Terrassiers. — Réunion du Conseil ce soir, à 17 h. 30.

Minorité Syndicaliste de la Seine. — Réunion du Comité départemental (deux délégués par syndicat ou minorité syndicale), demain ven-

dredi, à 21 heures, avenue Mathurin-Moreau, 8, petite salle des Travaux, premier étage.

DANS LE S. U. B.

CONSEIL GENERAL. — Ce soir, à 18 heures, bureaux 12 et 14, Bourse du Travail, 3^e étage. Des questions importantes sont à l'ordre du jour, tous les délégués devront être présents.

SERRURERIE. — Camarades serruriers, si le coût de la vie a augmenté d'une façon fantastique, il n'en est pas de même de nos salaires. La journée de huit heures est appliquée sur une bien petite échelle.

Partout, elle est le résultat d'une lutte qui dura plus de dix années. Parfois cette lutte fut sanglante et les militants furent bien souvent privés de leur liberté.

Le patronat de la serrurerie, uni étroitement à celui du Bâtiment, fait de plus en plus peser sa dictature sur le dos des travailleurs de la corporation. Il est temps que vous agissiez, car bientôt il sera trop tard, l'idée de révolte sera engloutie par votre lâcheté.

Aussi, camarades serruriers, syndiqués ou non, habitant les 17^e et 18^e arrondissements et Saint-Ouen, vous serez présents à la réunion qui aura lieu demain vendredi, à 20 h. 30, salle du C. I. du 17^e arrondissement.

Nous examinerons ensemble la situation corporative et nous envisagerons l'action à mener. Pour nos huit heures et nos salaires, tous à la réunion!

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

FEDERATION ANARCHISTE DE LA REGION PARISIENNE. — Samedi 26 juillet, assemblée générale de la Fédération.

A l'ordre du jour: (la Vie de la Fédération, du « Libérateur », de la Librairie Sociale et de l'Union Anarchiste.

Tous les groupes de la région parisienne sont invités à envoyer un délégué pour discuter ces importantes questions.

Groupe Anarchiste universitaire et des 5^e et 6^e. — Ce soir, à 20 h. 30, rue Lanneau, 6 (métro Saint-Michel), causerie sur « les Sports », par un camarade militant. Que chacun vienne apporter son point de vue.

Groupe de Bourg-la-Reine. — Il faut que les copains comprennent l'importance de la réunion de dimanche 27 juillet, au café du Centre, 90, Grande-Rue, à 10 heures du matin. Il faut à tout prix que le Groupe prenne l'importance qui lui revient, et pour cela le concours de tous est nécessaire. Allons, les amis, tous à l'œuvre, et vous, sympathisants, venez nous rejoindre dans la lutte pour notre idéal.

Groupe Libertaire de Livry. — Les copains du Groupe et sympathisants sont invités à la réunion qui se fera le samedi 26, à 21 heures, chez Defarbus, 44, avenue Victor-Hugo (près gare de Gargan).

Province

Groupe Libertaire du Havre. — Demain vendredi, réunion du Groupe: discussion entre copains.

La bibliothèque est à la disposition des camarades.

Que ceux qui sont en compte avec le Groupe pour les abonnements du « Libérateur » fassent leur possible pour se mettre à jour, nous devons de l'argent et le journal en a bien besoin.

Groupe Libertaire de Bordeaux. — Réunion demain vendredi, à 20 h. 30, au bar des Sports, place des Augustins.

Présence indispensable de tous les camarades du Groupe Libertaire.

Groupe d'Études sociales de Montpellier. — Les adhérents et sympathisants sont invités à assister à la causerie-controverse faite par un camarade le vendredi, à 21 h. 30, à la Proletarienne. Sujet traité: « Socialisme et Armée ».

Groupe Anarchiste de Marseille. — Dimanche, 27 juillet, grande balade sur la Ciotat; visite du Groupe de cette ville.

L'heure du départ sera affichée à la Bourse du Travail, salle 6, où tous les copains désireux d'assister à cette sortie trouveront tout renseignement utile.

Communications diverses

Comité de l'Entr'Aide. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, au siège du Syndicat des Terrassiers. Présence indispensable.

Aux camarades bulgares. — Tous les camarades bulgares qui désirent se mettre en relations avec un groupe de camarades bulgares à Paris pour trouver du travail et pour venir en aide aux camarades demeurés en Bulgarie sont priés de s'adresser à l'Administration du « Libérateur », 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e), métro Combat.

P.-S. — Le Groupe se réunit chaque vendredi, à 20 heures 30. Les camarades de province sont priés de s'adresser à Georges Popoff, rue Louis-Blanc, 9.

20^e Section des Libérés. — Assemblée générale de la Section, demain vendredi, à 20 h. 30, salle Julien, 37, rue Julien-Lacroix, Paris (20^e).

Tournée Charles d'Arvey. — Charles d'Arvey prévient les camarades de Lyon, de Oullins et de Villeurbanne qu'il débute au cabaret Stein le vendredi 25 juillet, pour une période de dix jours.

Glob du Faubourg. — Ce soir, à 20 h. 30 précises, théâtre de la Fourni, 10, boulevard Barbès, mise en accusation du livre « l'Affaire Landru ». Accusés: MM. Henri Béraud, André Salmon, Emmanuel Bourcier.

Conférence-conférence par Emmanuel Bourcier sur « le Reportage et la Vie; les Journalistes et l'Actualité; le Mystère de l'Affaire Landru: a-t-il vraiment tué ses fiancées? ». Débat sur « Faut-il absoudre ou condamner la bigamie? ».

La parole sera donnée aux femmes.

PETITE CORRESPONDANCE

Sastre, à Saint-Quentin. — Avons reçu l'argent pour abonnement. Fais-nous parvenir ton adresse.

Cosset, à Puteaux. — Bien reçu le 8 mai. Aucune indication sur le talon du chèque postal. Ton abonnement se terminera le 31 octobre.

Raymond Lachèvre. — Première, 9,450; 2^e, 11,585; 3^e, 10,394,50.

Cyrano, Gruffy, Pierre Leroux, Gérard, Pierrot, Marcel Lhomme, André Sylvio, Spartacus, Léon Louis, Edouard Pélhamond, Jean de Valois, Francis Décard, Bréval ont des lettres rue Louis-Blanc.

Nana peut-elle venir entre 18 et 19 heures, au « Libérateur »? — José.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant: René DEVRY

Imprimerie spéciale du Libérateur
10-12, rue Paul-Lelong, Paris